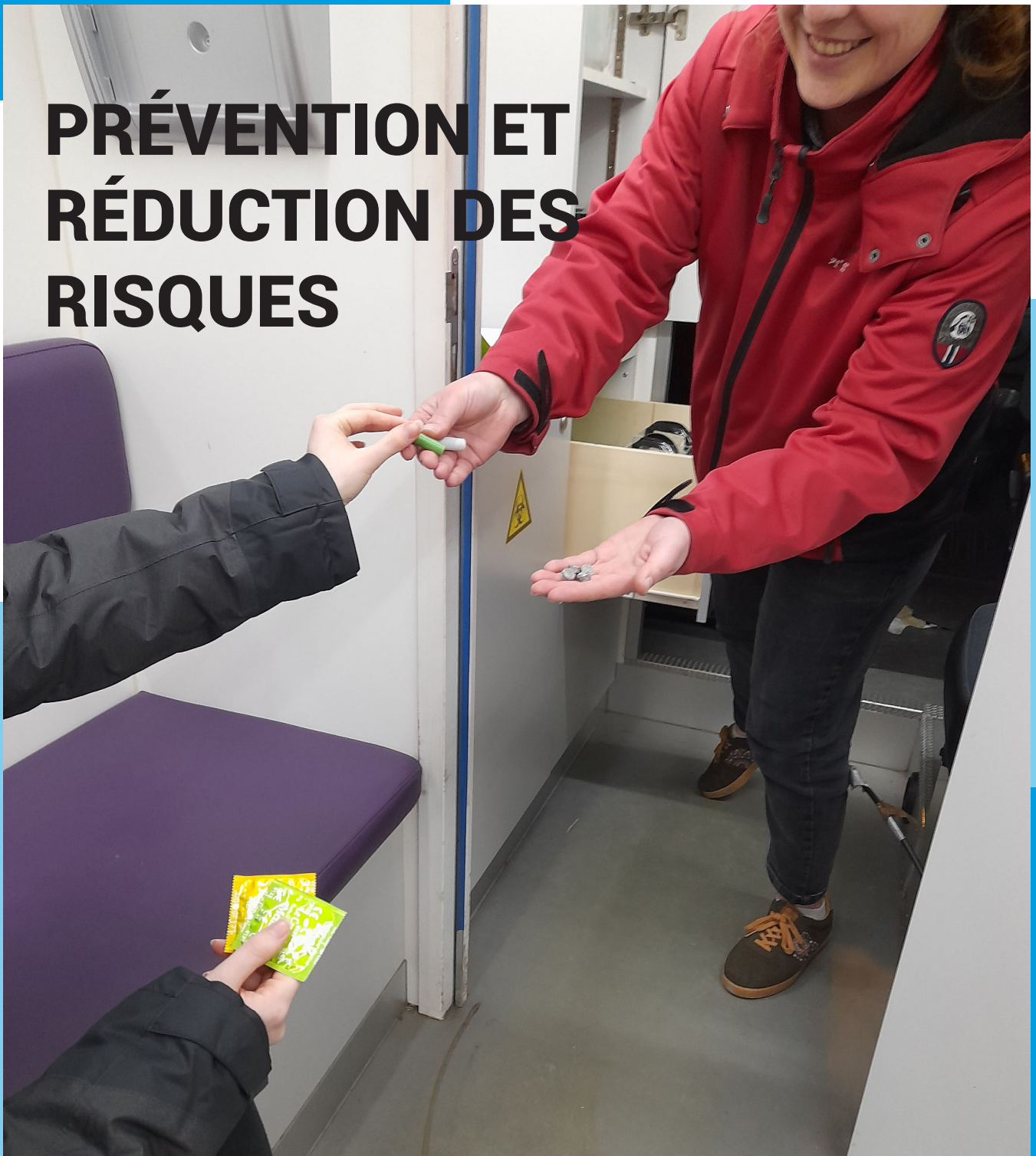


# RAPPORT D'ACTIVITÉ 2025

## PRÉVENTION ET RÉDUCTION DES RISQUES



# | Edito

L'année écoulée a, une nouvelle fois, mis en lumière la capacité d'Entr'Actes à poursuivre ses missions dans un environnement particulièrement exigeant. Dans un contexte institutionnel marqué par de fortes contraintes financières, le service a continué à répondre aux besoins d'un public toujours aussi nombreux que les années précédentes, et fortement précarisé. Les situations rencontrées restent marquées par des vulnérabilités importantes, souvent renforcées par des usages de drogues particulièrement présents parfois associés à des troubles psychiques.

Cette année a également été marquée par une période de réorganisation importante. Entr'Actes a en effet entamé son dernier trimestre avec deux professionnelles en moins, la chargée de mission et une éducatrice. Cette situation a conduit le service à adapter son organisation afin de maintenir la continuité de l'activité et de répondre, dans la mesure du possible, aux besoins des personnes accompagnées, en s'inscrivant dans une organisation réajustée.

Ce rapport d'activité rend compte du travail mené tout au long de l'année, des actions déployées, des ajustements opérés, mais aussi des réalités auxquelles le service a été confronté. Au-delà des données présentées, il reflète une activité qui s'inscrit dans un contexte social et institutionnel de plus en plus tendu, nécessitant des réponses adaptées et une vigilance constante quant à l'évolution des besoins.

Il constitue également un point d'appui utile dans la perspective de l'évaluation externe qui devra être conduite à la fin de l'année. À ce titre, il permet non seulement de rendre compte de l'activité réalisée, mais aussi d'alimenter une réflexion sur les pratiques, l'organisation du service et leur adéquation aux besoins des personnes accompagnées. Dans cette dynamique, ce rapport participe à une démarche d'analyse et d'amélioration continue du service rendu aux usager.e.s, essentielle pour envisager les évolutions à venir.

**Vincent DUBAELE,**  
**Directeur du service Entr'Actes**

# Sommaire

<b>Edito</b> .....	02
<b>01. Présentation d'Entr'Actes</b>	
1. Équipe, principes et objectifs.....	04
2. Fonctionnement.....	06
3. Fréquentation générale 2025 .....	08
<b>02. Activité du CAARUD</b>	
1. Missions, objectifs et principes.....	09
2. Chiffres clés .....	10
5. Médiation sociale .....	13
6. Partenaires .....	15
<b>03. Pôle santé</b>	
1. Objectifs.....	16
2. Permanence infirmière .....	16
3. Permanence gynécologique .....	19
4. Activités complémentaires .....	20
5. Partenaires.....	21
<b>04. Accès aux droits</b>	
1. Cadre législatif .....	22
2. Chiffres clés .....	22
3. Parcours de sortie de la prostitution .....	24
<b>05. Entr'Actes 2.0</b>	
1. L'activité sur Internet.....	27
2. Les réseaux sociaux .....	31
<b>06. Prostitution des mineur·e·s</b>	
1. L'action « Entr'Actes en mode mineur » .....	35
2. Données chiffrées.....	36
3. Partenariats.....	44
<b>07. Formation et sensibilisation</b>	
1. Formation «Prévenir et prendre en compte les conduites de prostitution chez les mineur·e·s» .....	45
2. Sensibilisations et colloques.....	46
3. Les rencontres partenaires.....	47
4. Les animations de prévention en milieu scolaire .....	47
<b>08. L'amélioration continue de la qualité et la gestion des risques</b> .....	49
<b>Conclusion</b> .....	50

# 01. PRÉSENTATION

## 1. Notre équipe, nos principes, nos objectifs

### Entr'Actes, qu'est-ce que c'est ?

→ Un service qui mène une **action de type santé communautaire avec et pour les travailleur-se-s du sexe**, qui veille à prévenir les dommages et éviter l'aggravation des conséquences liées à l'activité prostitutionnelle et à l'usage de drogues.

→ Il s'agit d'une démarche pragmatique de **Réduction des risques et des dommages (RDRD)**, qui vise à soutenir les personnes les plus fragilisées et à trouver avec elles des solutions adaptées à leurs pratiques afin de réduire les risques de contamination et/ou de transmission d'agents pathogènes.

→ Entr'Actes est le seul **CAARUD**<sup>1</sup> en France à être exclusivement réservé à ce public.

→ Dans le cadre de la Protection de l'enfance, Entr'Actes accompagne les **mineurs victimes de prostitution**. Le service prévient les risques associés à la prostitution et/ou à l'usage de drogue pour ce jeune public, et travaille à un parcours de vie hors prostitution.

### Nos principes

**Libre adhésion**

**Non jugement**

**Anonymat**

**Innovation**

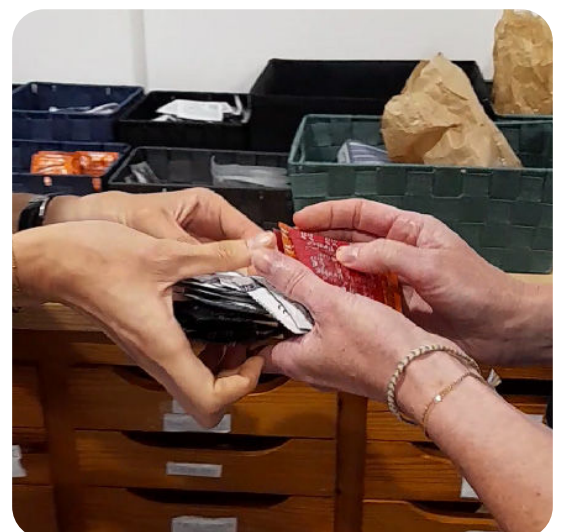
**Travail en partenariat**

**Souplesse d'intervention**

**Accueil à bas seuil d'exigence**

### Nos objectifs

- **Prévenir et lutter contre les IST<sup>2</sup>, le VIH<sup>3</sup>, les hépatites.**
- **Prévenir et réduire les risques liés entre autres aux pratiques sexuelles tarifées et à l'usage de drogues.**
- **Prévenir les grossesses non désirées.**
- **Proposer des conditions favorables aux accompagnements sociaux et/ou médicaux pour les usager-ère-s qui le souhaitent.**
- **Favoriser l'accès au droit commun en matière de santé, de justice, de logement, etc.**
- **Limitier l'ancrage des mineurs et jeunes majeurs dans la prostitution.**
- **Accompagner les sorties de parcours prostitutionnels.**

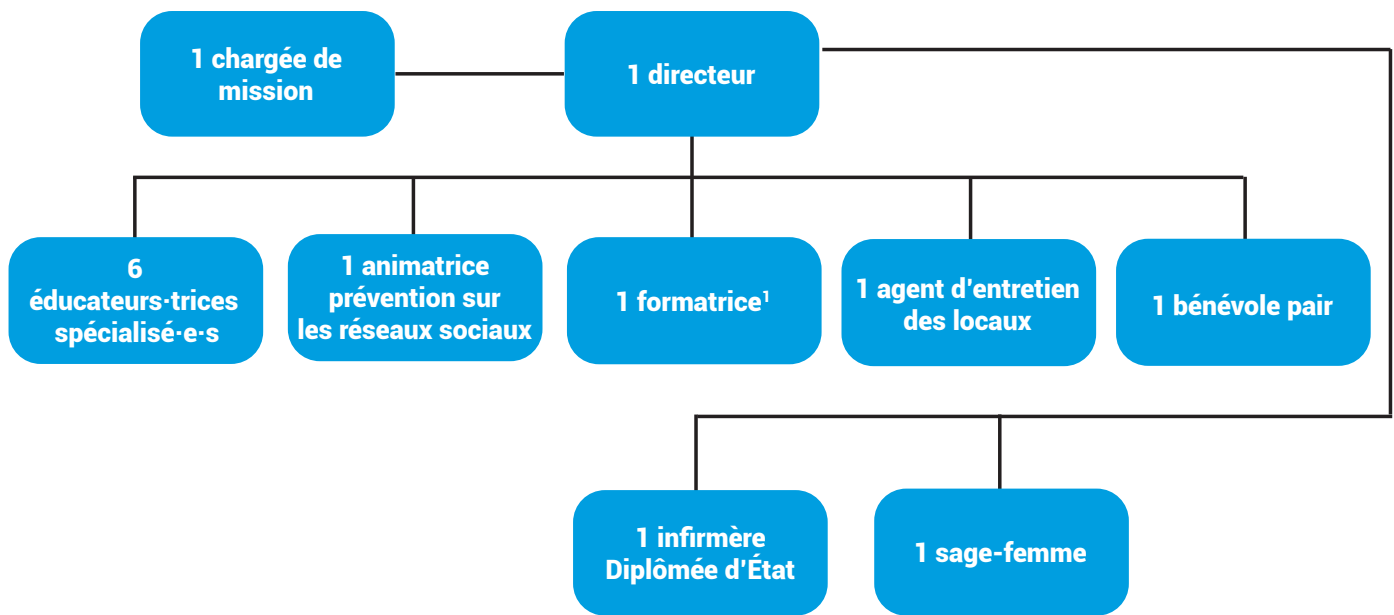


1 - Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des risques pour Usagers de Drogues

2 - Infections Sexuellement Transmissibles

3 - Virus de l'immunodéficience humaine

## Notre équipe



## FOCUS

### Mouvement du personnel en 2025

Pour la deuxième année consécutive, l'équipe d'Entr'Actes a connu des évolutions dans sa composition.

Le second semestre de l'année a été marqué par le départ en congé maternité d'Anaïs Gilliot, éducatrice au sein du service depuis plusieurs années.

La rentrée de septembre a également été marquée par le congé sabbatique pris par Leïla Itouman, chargée de mission depuis la création du service Entr'Actes. Cette absence a conduit à une réorganisation temporaire du fonctionnement de l'équipe, afin de garantir la continuité des missions et de l'accompagnement proposé.

Par ailleurs, depuis le départ à la retraite du Dr Guichard en 2024, nous n'avons pas réussi à recruter un nouveau médecin, ce qui a eu un impact sur l'organisation du service et l'offre aux usagers.

<sup>1</sup> - La formatrice intervient avec également une juriste et un psychologue.

## 2. Notre fonctionnement

### Nos modes d'intervention

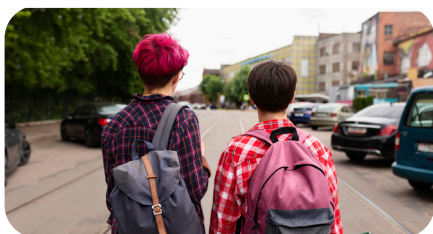
#### ► L'Antenne Mobile



Elle sillonne le territoire prostitutionnel : **mardi et jeudi de 18h à 2h et le vendredi de 17h à 1h.**

Elle peut être utilisée occasionnellement pour mener des actions spécifiques, comme les dépistages VIH-VHC en journée (TROD<sup>1</sup>), etc.

#### ► Le Travail de rue



Les **maraudes à pied** ont principalement lieu en amont des accueils collectifs au local, de 13h30 à 14h30, en moyenne 3 fois par semaine.

Les professionnels sont également amenés à réaliser des maraudes spontanément en cas de nécessité.

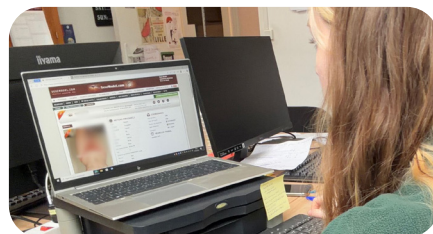
#### ► Le Local



Le local d'accueil est ouvert au public : **mardi, jeudi et vendredi de 14h30 à 17h30.** Des entretiens éducatifs, de prévention et de réduction des risques, ainsi que des consultations infirmières s'y déroulent.

**Des actions** spécifiques y sont menées régulièrement (massage, atelier socio esthétique, permanence sage femme, ostheopathie).

#### ► Internet et les réseaux sociaux



Entr'Actes réalise **des maraudes virtuelles** sur les sites d'annonces et les réseaux sociaux afin de diffuser des messages de prévention et de réduction des risques, et d'entrer en contact avec de nouveaux publics.

Ce travail est réalisé par une **animatrice de prévention sur les réseaux sociaux**, avec l'aide d'une bénévole, associées à une educatrice spécialisée.

#### ► La formation et la sensibilisation



Des actions de formation ou de sensibilisation des professionnel·le·s de la Protection de l'Enfance et des interventions auprès des adolescent·e·s des collèges sont mises en place, dans le cadre du projet «Entr'Actes en mode mineur» .

<sup>1</sup> - Test Rapide d'Orientation Diagnostique

## ► La prévention primaire dans les collèges et les MECS



Depuis 2022, nous avons poursuivi et développé nos actions de prévention auprès des mineur.e.s, que ce soit dans les collèges ou dans les MECS<sup>1</sup>. Notre objectif est d'intervenir en amont pour donner les clefs de compréhension et de vigilance sur les risques d'activité pré-prostitutionnelle ou prostitutionnelle. Il s'agit aussi de faire connaître notre service pour tout accompagnement.

## L'accueil à bas seuil d'exigence

### ► Pour les consommateurs de produits psychoactifs

Il s'agit d'un accueil inconditionnel visant non pas l'abstinence mais avant tout des pratiques sûres du point de vue sanitaire.

La remise et l'échange de matériels de consommation stériles (seringues, aiguilles, etc.) en sont les meilleurs exemples.

### ► Pour les mineur-e-s victimes de prostitution

En ce qui concerne les mineur-e-s, dans une démarche de Réduction des risques, excluant tout jugement quant à l'activité prostitutionnelle dont ils/elles sont victimes, il s'agit de les accueillir, de les orienter et de les accompagner dans la construction d'un projet de vie hors prostitution.

## Nos lieux d'intervention

Historiquement le quartier du **Vieux Lille** et occasionnellement d'autres quartiers tels que le quartier de la **gare**, l'**hyper-centre** et **Lille Grand Palais**, etc. Depuis 2022, avec l'arrivée d'une animatrice de prévention sur les réseaux, le **travail numérique** sur Internet et les réseaux sociaux s'est considérablement développé.

Avec le projet « **Entr'Actes en mode mineur** », l'équipe parcourt **d'autres territoires du département**, dans le cadre de suivis de situations individuelles et à la demande de partenaires, afin de dispenser des formations ou des sensibilisations sur la thématique de la prostitution des mineur-e-s, ou directement auprès des jeunes placés en MECS<sup>1</sup>.



<sup>1</sup> -Maison d'Enfants à Caractère Social

### 3. Fréquentation générale en 2025



7 652

contacts réalisés



640

personnes accueillies ou rencontrées, dont :

203 nouvelles personnes et 109 mineur·e·s ou jeunes majeur·e·s



4 632

contacts réalisés la nuit  
en antenne mobile



2 105

contacts réalisés  
au local



271

contacts réalisés  
en travail de rue le



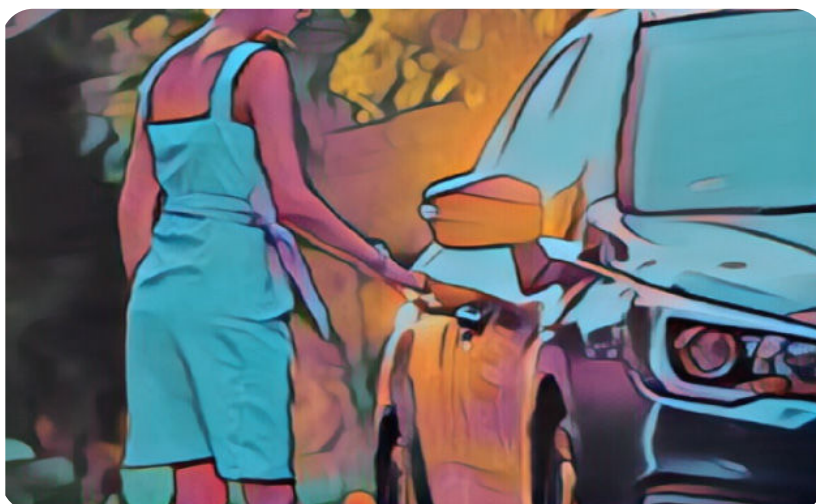
644

contacts réalisés  
via les maraudes numériques  
(sites + réseaux sociaux)

En 2025, le service Entr'Actes a réalisé un total de 7 652 contacts, pour 640 personnes différentes accueillies et/ou rencontrées. Parmi celles-ci, 35 mineur·e·s avéré·e·s, 34 jeunes majeur·e·s et 19 jeunes dont l'âge reste à déterminer.

La diversité des modes d'intervention permet d'agir de plusieurs façons, via :

- L'**antenne mobile** et le **travail de rue**, qui permettent d'atteindre un public directement sur le terrain, en favorisant l'«aller vers».
- Le **local**, qui offre un espace d'accueil plus stable et sécurisé aux personnes accueillies.
- Les **maraudes numériques**, dispositif innovant qui facilite l'accès aux services pour les personnes isolées.



# 02. L'ACTIVITÉ CAARUD

## 1. Missions, objectifs et principes

### Les missions d'un CAARUD

Les **Centres d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des Risques pour Usagers de Drogues (CAARUD)** ont été mis en place en 2006. Ce sont des établissements médico-sociaux de première ligne en matière de réduction des risques.

Les missions d'un CAARUD, conformément au Code de la santé publique, sont les suivantes :

- 1- L'accueil collectif et individuel, l'information et le conseil personnalisés pour usagers de drogues.
  - 2- Le soutien aux usagers dans l'accès aux soins qui comprend :
    - l'aide à l'hygiène et l'accès aux soins de première nécessité, proposés de préférence sur place ;
    - l'orientation vers le système de soins spécialisés ou de droit commun ;
    - l'incitation au dépistage des infections transmissibles.
  - 3- Le soutien aux usagers dans l'accès aux droits, l'accès au logement et à l'insertion ou la réinsertion professionnelle.
  - 4- La mise à disposition de matériel de prévention des infections.
  - 5- L'intervention de proximité à l'extérieur du centre, en vue d'établir un contact avec les usagers.
- Les CAARUD développent également des actions de médiation sociale en vue de s'assurer une bonne intégration dans le quartier et de prévenir les nuisances liées à l'usage de drogues.

### Objectif de la réduction des risques et des dommages (RDRD) en CAARUD

Veiller à réduire les risques et les dommages liés à la consommation de produits psychoactifs, aux addictions et à l'activité du travail du sexe.

### Principes de la RDRD

- Le **respect de la dignité de la personne**, quelles que soient ses pratiques.
- L'illusion d'éradication des drogues ou de disparition de la prostitution est abandonnée au profit de stratégies visant à **responsabiliser les usager-ère-s**, à **réduire les dommages** et à **promouvoir l'accès aux soins**.
- Les interventions se situent **en dehors de tout jugement moral** et dans des domaines distincts de la répression et du contrôle.
- **L'usager-ère est considéré-e comme expert-e**.



## 2. Chiffres clés

### La fréquentation du CAARUD



**5 202**

**contacts réalisés**  
(soit 68% des contacts globaux)



**396**

**personnes usagères de drogues**  
(soit 62% de la file active)

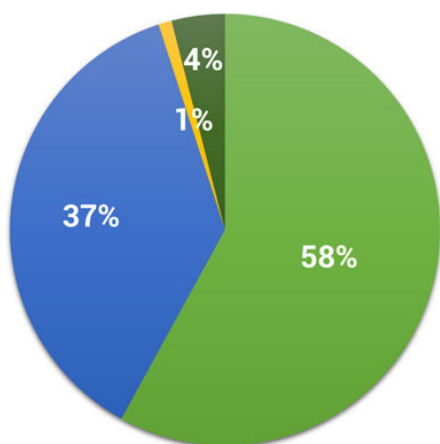


**123**

**nouvelles personnes usagères de drogues**  
(soit un taux de renouvellement de 31%)

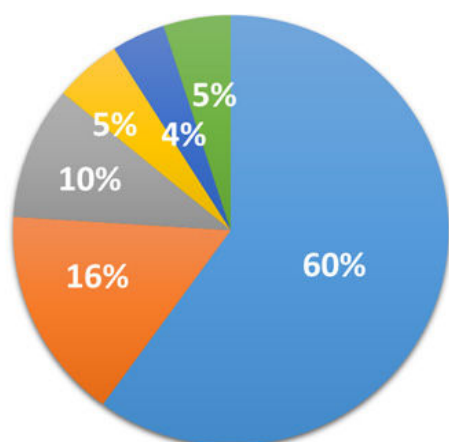
### Caractéristiques du public usager de drogues accueilli en 2025

#### ► Genre



■ Femmes ■ Hommes ■ Non binaires ■ Femmes transgenres

#### ► Produits consommés prépondérants<sup>1</sup>



■ Crack ■ Alcool ■ Cannabis  
■ Héroïne ■ Cocaïne ■ Protoxyde d'azote

#### FOCUS

##### Les usagers de drogue masculins

Le CAARUD Entr'Actes a reçu **148** hommes en 2025, dont seuls **25** sont travailleurs du sexe.

Les 123 autres, usagers de drogue, partagent le même territoire.

En effet, **ces usagers gravitent souvent autour des travailleuses du sexe, avec pour objectif la revente** au plus près de produits stupéfiants, une sorte de « circuit court ».

**Cette activité de deal est souvent mêlée à des activités de proxénétisme ou de trafics divers.**

Ce contexte génère fréquemment des **agressions et abus sexuels envers les femmes** rendues plus vulnérables par la consommation de drogue et la précarité qui en résulte.

L'accueil de ces hommes non TDS permet de **réduire les violences faites aux femmes**. Cette action protège aussi nos équipes, parfois prises à partie. Par la médiation et la remise de matériel, nous apaisons les tensions, prévenons les conflits et assurons un environnement plus serein.

1- Une personne peut consommer plusieurs produits, la répartition se fait donc par produit posant le plus de problème à l'utilisateur.

## FOCUS

### La RDRD liée à la consommation de cocaïne basée (crack)

Le service Entr'Actes a constaté une **part significative d'utilisateurs de cocaïne basée parmi les personnes accueillies**, représentant **61% de la file active du CAARUD**. Il s'agit d'un public confronté à une grande précarité, à des situations d'addiction intense et à des vulnérabilités spécifiques (absence de logement et d'emploi, problèmes de santé importants, etc.).

Les conséquences de la consommation de cocaïne basée sont multiples : addiction forte, désocialisation, marginalisation, perte d'emploi, endettement, recours accru à la prostitution, troubles psychiatriques, surdoses non identifiées et complications physiques sévères telles que des problèmes pulmonaires. Ces impacts sont amplifiés par l'urgence des besoins (craving<sup>1</sup> immédiat, précarité alimentaire et logement), qui complique l'accès aux soins traditionnels ou aux dispositifs de réduction des risques.

Les travailleur·euse·s du sexe usager·ère·s rencontré·e·s par le service Entr'Actes se heurtent à des difficultés spécifiques, notamment un isolement accru et des pratiques à risque pour répondre aux exigences immédiates de la consommation. Malgré les efforts du service pour délivrer des outils de réduction des risques, comme les pipes en verre, les moyens restent limités face à une consommation en hausse et à un matériel coûteux.

L'équipe éducative et médicale s'efforce de répondre à ces défis par des actions adaptées et différenciées. **Toutefois, l'absence de traitements de substitution pour la cocaïne et le manque de lieux dédiés à une consommation à moindres risques mettent en évidence l'urgence de développer des solutions spécifiques.**

### Les principaux matériels de Réduction des Risques distribués en 2025

#### ► Liés à l'usage de drogues

- Pipes à crack : **3 945**
- Grilles : **11 709** / Embouts : **4 822** / Crapeurs<sup>2</sup> : **556**
- Feuilles aluminium : **1 950**
- Seringues (tous modèles confondus) : **399**

#### ► Liés à l'activité prostitutionnelle

- Préservatifs masculins : **60 940**
- Lingettes désinfectantes : **15 536**
- Lingettes pour la toilette intime : **7 000**
- Gels lubrifiants : **12 715**



1- Le craving (de l'anglais : « désir ardent, appétit insatiable ») représente une impulsion vécue sur un instant donné, véhiculant un besoin irrésistible de consommation d'un produit psychoactif et sa recherche compulsive ou encore l'application d'un comportement.

2- Outil de RDR multiusage destiné aux inhalateurs, usagers fumant du crack/cocaïne basée.

## FOCUS

### Adaptation du matériel de RDRD pour les usagers de cocaïne basée

Le CAARUD Entr'Actes, conscient des vulnérabilités et des besoins des travailleur·euse·s du sexe usager·ère·s de cocaïne basée, a mené une **démarche participative** en recueillant leurs avis sur le matériel de réduction des risques actuellement proposé. D'une part, cette consultation, à travers la passation de questionnaires, vise à mieux comprendre les attentes et les contraintes de ce public afin de garantir une réponse adaptée à leurs réalités de consommation.

D'autre part, dans un contexte où le budget dédié à l'achat de matériel est limité, l'objectif du service est de **fournir des outils adaptés aux pratiques des consommateurs** tout en maximisant leur efficacité dans la réduction des risques. Par exemple, la distribution de pipes en verre, bien que cruciale pour limiter les risques de transmission des IST, VHC et VHB et les complications pulmonaires, reste confrontée à des enjeux de coût élevé et de disponibilité insuffisante face à une demande croissante.

Cette démarche s'inscrit dans la continuité des efforts du CAARUD pour accompagner un public vulnérable et souvent marginalisé. En lien avec la constatation selon laquelle **60% de la file active d'Entr'Actes est constituée d'usagers de cocaïne basée**.



## NOTE DE SITUATION

### Maintien du lien et partenariat dans l'accompagnement d'une femme victime de violences et en situation d'addiction

Madame B. est **suivie par Entr'Actes depuis plusieurs années pour consommation de cocaïne basée**. En 2023, sa situation est stabilisée : elle ne consomme plus et vit en logement avec ses trois enfants et son compagnon. En fin d'année, **elle sollicite un accompagnement pour déposer plainte pour violences conjugales**. La procédure entraîne une **mise à distance du conjoint**.

Plusieurs mois plus tard, en mai 2024, Madame reprend contact avec le service après avoir subi une **tentative de meurtre de la part de cet homme** (multiples coups de couteau). Monsieur est incarcéré. À sa sortie d'hospitalisation, **Madame se retrouve sans domicile** : son logement est placé sous scellés et ses **enfants confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance**.

L'équipe d'Entr'Actes mobilise des **nuitées d'hôtel** et **l'accompagne dans ses démarches administratives et judiciaires**, notamment en vue de **recupérer la garde de ses enfants**. Madame exprime un fort sentiment d'injustice, se percevant « doublement victime ». Une **orientation vers une prise en charge psychotraumatique** est proposée.

Au fil des mois, la situation se fragilise. Madame **reprend des consommations de cocaïne basée et de benzodiazépines**. Bien qu'un hébergement lui soit attribué, elle ne parvient pas à s'y maintenir et **retourne à la rue**. Ses relations avec l'équipe se dégradent, avec plusieurs épisodes de violence conduisant à des exclusions temporaires des accueils.

Malgré ces tensions, **un travail régulier d'aller-vers permet de préserver le lien**. Madame vit alors en squat dans le Vieux-Lille, au sein d'un groupe de consommateurs. **En partenariat avec le Samu Social**, des **maraudes conjointes** sont organisées. Lors de l'une d'elles, Madame évoque de nouvelles violences et exprime le souhait d'intégrer le foyer Corine Masiero afin de se mettre à l'abri.

La demande ne pouvant aboutir immédiatement, un travail patient de maintien du lien est poursuivi par les deux structures, avec des passages réguliers sur le lieu de vie.

En septembre 2025, une place se libère au **foyer Corine Masiero**. Informée par le Samu Social, l'équipe se rend rapidement au squat afin de mobiliser Madame. Malgré les incertitudes liées à ses consommations, elle accepte l'accompagnement et son admission devient effective.

Plusieurs mois après son entrée au foyer, Madame est toujours présente dans le dispositif. Sa présence sur le territoire prostitutionnel diminue, ses consommations semblent se stabiliser et un **suivi médical** se remet progressivement en place.

**L'accompagnement demeure en cours**. Au-delà de la stabilisation sociale, **les enjeux à venir concernent le travail autour du psychotraumatisme, des violences subies et de l'addiction**.

### 3. La médiation sociale

En 2025, l'équipe éducative d'Entr'actes a poursuivi ses activités de **médiation sociale auprès des riverain-es, commerçant-es et partenaires institutionnels** autour des situations liées au travail du sexe dans l'espace public.

Sur l'année, **67 actions de médiation** ont été menées et concernent les thèmes énoncés plus bas.

Ces médiations ont combiné **présence sur le terrain** (passages de l'équipe) et, plus ponctuellement, des **contacts à distance** (téléphone / email).

Les échanges portent principalement sur des questions de **cohabitation** et de **régulation des tensions** (visibilité des passes, compréhension des réalités, demandes d'intervention), avec une **articulation régulière avec les partenaires du territoire** lorsque nécessaire.

Cette démarche vise à **maintenir un dialogue, prévenir l'escalade des conflits et favoriser un environnement plus apaisé** pour l'ensemble des personnes concernées.

#### Objectifs

Mettre en œuvre des actions de médiation entre les travailleur-se-s du sexe, les riverains et les clients, contribuant à l'amélioration et à l'apaisement du climat social dans le quartier.

- Modifier les comportements entraînant des nuisances (hygiène, bruit, etc.).
- Susciter le dialogue entre les différentes parties.
- Améliorer la cohabitation entre les travailleur-se-s du sexe et les riverains (prendre en compte le sentiment d'insécurité lié à la prostitution et à ses corollaires).
- Réduire, par une forte présence sociale et des actions de médiation, les tensions.



#### Quelques chiffres

##### ► Contacts réalisés dans le cadre de la médiation

- Travailleur-se-s du sexe : **62**
- Riverains / habitants / commerçants : **33**
- Jeunes de quartiers, squatters : **39**
- Autres (police, mairie, Club de prévention, maison de quartier) : **28**

##### ► Thèmes abordés

- Bruit : **22**
- Hygiène : **31**
- Exhibition : **3**
- Violences / conflits / agressions : **52**
- Visibilité usage de drogue : **12**
- Présentation de l'association : **22**



## FOCUS

### Exemple de partenariat entre Entr'Actes et le CLSPD<sup>1</sup> de la Ville de Lille

#### Mail n°1 - Interpellation du CLSPD à Entr'Actes :

Bonjour,

Pour information, il est signalé que les personnes qui étaient présentes au parc des Dondaines se sont déplacées à Chaude Rivière. Voici la localisation :



#### Mail n°2 - Réponse d'Entr'Actes :

Bonjour,

Merci pour ces infos. Nous allons effectuer du travail de rue à Chaude Rivière rapidement. Cordialement.

#### Mail n°3 - Retour sur les actions de médiation entreprises par Entr'Actes :

Bonjour C,

Depuis votre dernier mail et après avoir consulté l'équipe, il s'avère que l'emplacement rue Chaude rivière est déjà connu de l'équipe (voire partie en italique ci-dessous extraite du cahier de bord). Comme vous pouvez le constater le secteur et son public ne sont pas faciles d'accès. Nous allons solliciter un autre CAARUD ou le Samu Social afin de nous y rendre conjointement prochainement :

*Extrait : Passage rue chaude rivière. Lieu connu du Samu social, y ont vu plus de femmes ces derniers temps. Un homme se présente à nous nous empêchant l'accès au squat. Il nous demande dans un premier temps de lui remettre des pipes à crack et de revenir une autre fois car il y aurait des tensions dans le lieu. Je lui remets 5 pipes en lui expliquant que je ne peux normalement pas donner du matériel à des personnes que je ne vois pas. On espère ainsi pouvoir entrer la prochaine fois.*

<sup>1</sup> - Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance

## NOTE DE SITUATION

### Situation de crise et hospitalisation en urgence – Zeïna\*

Dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 juillet 2025, lors d'une maraude de prévention nocturne marquée par un épisode de **forte canicule**, l'équipe rencontre Zeïna vers minuit. **Sans domicile et particulièrement vulnérable aux conditions climatiques**, son état de santé préoccupe l'équipe éducative depuis plusieurs mois en raison de **troubles psychiques importants**.

Au cours de l'échange, Zeïna **sollicite une hospitalisation**. L'équipe saisit cette demande et contacte le SAMU (15). Avec son accord, elle est **orientée vers les urgences de l'hôpital Saint-Vincent**. En lien avec le cadre d'astreinte, **les éducateurs accompagnent son admission**. Les éléments sont consignés dans le cahier de transmission d'Entr'Actes à destination de l'équipe de jour.

Le 2 juillet vers 7h30, la dame d'entretien d'Entr'Actes est **alertée par une voisine** : une jeune femme **tente de pénétrer de force dans l'immeuble abritant nos locaux**. Il s'avère qu'il s'agit de Zeïna, sortie des urgences. Ses propos sont incohérents, accompagnés de menaces et d'insultes. L'équipe parvient à la faire sortir des parties communes. Informé, **le cadre d'Entr'Actes se rend sur place** tandis que le personnel se met en sécurité. **La police est sollicitée**.

La voisine, choquée par les menaces proférées à son encontre, exprime néanmoins sa reconnaissance pour l'appui apporté et prend acte de la fragilité psychiatrique de l'intéressée.

Face au risque imminent pour Zeïna et pour autrui, l'équipe d'Entr'Actes reprend contact avec les services de police, qui indiquent ne pas pouvoir intervenir davantage dans l'immédiat. **Un échange est engagé avec le partenaire du CLSPD<sup>1</sup> afin d'examiner les possibilités d'hospitalisation sous contrainte**. Finalement, **le père de Zeïna, contacté par le cadre d'Entr'Actes, accepte de signer une demande d'hospitalisation à la demande d'un tiers**.

\* Pour des raisons de confidentialité, le prénom a été modifié  
1- Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance

## 4. Nos partenaires



# 03. LE PÔLE SANTÉ

## 1. Objectifs

- Améliorer l'accès aux soins en offrant des consultations infirmières et médicales.
- Prévenir les grossesses non désirées.
- Mettre en place des actions de prévention du VIH/SIDA, des hépatites et des Infections Sexuellement Transmissibles.
- Proposer des accompagnements physiques vers des structures de soins.
- Organiser des actions spécifiques sur des thématiques de santé (campagne de vaccination, de dépistage, etc.).
- Développer des projets visant à améliorer l'estime de soi afin de susciter les demandes de soins.

## 2. La permanence infirmière

### ► Les chiffres 2025

- Nombre de **contacts réalisés** : **2387**, dont **1381** dédiées aux personnes usagères de drogues.
- Nombre de **personnes différentes rencontrées/contactées** : **193**, dont **112** personnes usagères de drogues.
- Nombre de **consultations OUTREACH<sup>1</sup> NUMÉRIQUES** : **460**
- Nombre de **dépistages réalisés** : **129**

La permanence infirmière est assurée par **Mme Baron Leroy, infirmière diplômée d'État** travaillant à temps plein au sein du service Entr'Actes depuis 2013. Cette longue expérience au contact des travailleuses du sexe lui assure la **confiance du public**.

Son intervention se divise entre des **consultations diurnes**, réalisées au sein du cabinet médical, et des **consultations nocturnes**, effectuées via l'antenne mobile. Elle a aussi pour mission de **coordonner les différentes activités du pôle santé et les professionnels** qui y exercent. Enfin, sa mission se prolonge à travers les **relations partenariales qu'elle entretient avec les institutions et professionnels de santé** (laboratoire du CHU<sup>2</sup>, hopitaux, CeGIDD<sup>3</sup>, CSAPA<sup>4</sup>, maison dispersée de Santé, EPSM<sup>5</sup>, etc.).

Le pôle santé permet d'offrir un accès aux soins aux travailleurs et travailleuses du sexe exerçant aussi bien en journée qu'en soirée dans l'espace public.



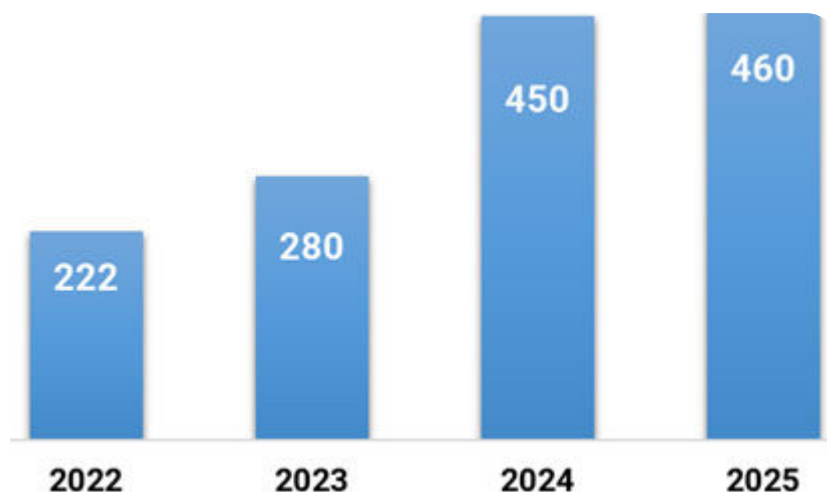
1- Outreach = aller à la rencontre des usagers, ici sur internet

2- Centre Hospitalier Universitaire

3- Centre Gratuit d'Information, de Dépistage et de Diagnostic des infections par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH), des hépatites virales et des infections sexuellement transmissibles (IST)

4- Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie

5- Établissement Public de Santé Mentale

→ Evolution du nombre de consultations outreach<sup>1</sup>

Après une hausse importante des consultations via le numérique entre 2023 et 2024, on assiste à une relative stabilisation de cette progression en 2025.

Ce public, touché grâce aux **maraudes numériques** (voir la partie consacrée à Entr'Actes 2.0), bénéficie désormais d'un **accès élargi aux soins**, notamment via des services comme le **dépistage**, la **vaccination**, les **consultations gynécologiques**, etc.

Les travailleur·euse·s du sexe exerçant sur les plateformes numériques expriment souvent leur satisfaction de pouvoir aborder leurs pratiques sexuelles dans un **cadre médical bienveillant**. Cette opportunité leur permet d'accéder à des dépistages tout en abordant des **problématiques sanitaires qu'elles préfèrent taire à leur médecin traitant, par crainte du jugement**.

Mme Baron Leroy intervient aussi directement **sur les lieux de vie des personnes** (logements, foyers, squats), lorsque celles-ci ne peuvent pas se déplacer. Cette démarche renforce la proximité et la capacité d'accompagnement.

Grâce au lien de confiance établi avec les travailleurs et travailleuses du sexe, la pertinence de la permanence infirmière se confirme, offrant un **service indispensable et adapté aux besoins spécifiques de ce public**.

## FOCUS

### L'aller vers au service du dépistage

Depuis janvier 2019, le service Entr'Actes propose aux travailleur·euse·s du sexe un **dépistage rapide et démedicalisé du VIH (virus de l'immunodéficience humaine) et du VHC (virus de l'hépatite C)**. Grâce à un simple prélèvement capillaire effectué au bout du doigt, ce test permet d'obtenir un résultat fiable en moins de 30 minutes, offrant ainsi un accès facilité à la prévention et à la prise en charge précoce des infections.

En 2025, l'équipe éducative a réalisé **11 tests de dépistage rapide d'orientation diagnostique (TROD) VIH et TROD VHC**.

Ces TROD se sont déroulés au sein des **centres pénitentiaires de Sequedin et d'Annoeulin, dans le cadre du Sidaction**.

Cette activité est en baisse cette année consécutivement à une réduction du personnel habilité à la réalisation des TROD.

<sup>1</sup> - Outreach = aller à la rencontre des usagers, ici sur internet



## NOTE DE SITUATION

### La continuité des soins dans un contexte de rupture du parcours médical

#### Lundi 08/09/2025 – matin (réunion d'équipe)

Les éducateurs spécialisés du service Entr'Actes me font part de la situation d'une **usagère hospitalisée** depuis la semaine précédente au service de dermatologie de l'hôpital Saint-Vincent. Cette hospitalisation faisait suite à une chirurgie d'un abcès au mollet, consécutive à des **coups reçus et non pris en charge immédiatement** selon ses déclarations.

#### Lundi 08/09/2025 – après-midi

Avec ma collègue éducatrice spécialisée Camille, qui s'était rendue auprès de la personne durant son hospitalisation, **je contacte le service de dermatologie afin de prendre des nouvelles**. L'interne en charge m'informe que la personne est **sortie contre avis médical** le samedi précédent et précise qu'elle était **en état de choc septique** lors de son admission. Je lui indique que la personne est susceptible de se présenter à notre accueil de jour dès le lendemain. L'interne me demande, le cas échéant, de lui transmettre des photographies de la plaie afin de pouvoir adapter et **relayer le protocole de soins**.

#### Mardi 09/09/2025 – après-midi

La personne se présente effectivement à Entr'Actes. Je lui explique être en lien avec l'interne de l'hôpital, qui souhaite évaluer l'évolution de la plaie. La personne donne son accord et exprime une demande de soins. À l'observation, la plaie mesure environ 10 × 7 cm, avec une profondeur estimée à 4 cm, en outre elle présente des signes inflammatoires. Le pansement n'a pas été refait depuis la sortie de l'hôpital. **Je transmets les photographies à l'interne**, puis réalise un premier **pansement avec le matériel disponible au local**, dans l'attente du matériel prescrit.

#### Mercredi 10/09/2025 – matin

Les ordonnances n'ayant pas encore été reçues, le pansement est refait avec le matériel disponible. La personne est de nouveau réorientée vers le local le lendemain.

#### Mercredi 10/09/2025 – après-midi

Nous recevons enfin les ordonnances transmises par l'interne. Lors du premier entretien, la personne avait indiqué être sous curatelle et disposer d'une couverture sociale. Avec l'aide de ma collègue éducatrice spécialisée Anaïs, nous parvenons à récupérer son attestation de sécurité sociale, permettant ainsi l'accès au matériel de soins adapté prescrit en pharmacie.

#### Jeudi 11/09/2025

Le matériel prescrit est récupéré en pharmacie. Les soins peuvent débuter avec le matériel adapté. Une amélioration est rapidement constatée, la plaie apparaissant déjà moins profonde.

La personne est **orientée vers des services d'infirmier-ère libéral-e afin d'assurer la continuité des soins** à partir du samedi, le service Entr'Actes n'étant pas ouvert le week-end.

#### Vendredi 12/09/2025 – après-midi

Le pansement est refait au sein du local Entr'Actes. Je propose à la personne de s'y représenter le lundi suivant si elle n'a pas pu contacter un-e infirmier-ère libéral-e pour le week-end, afin de poursuivre les soins. **Je resterai sans nouvelles durant les six jours suivants**.

#### Jeudi 18/09/2025 – après-midi

La personne indique ne pas avoir contacté d'infirmier-ère libéral-e et exprime sa préférence pour la réalisation des soins au service Entr'Actes. Elle n'a pas pu se présenter avant ce jour. Le pansement est refait et **des passages quotidiens dans nos locaux sont planifiés** pour les jours suivants.

Après une **dizaine de jours de soins quotidiens** la cicatrisation est satisfaisante, avec une profondeur résiduelle estimée à environ 1 cm.

Grâce à la **disponibilité**, à la **réactivité** et à l'**engagement de l'équipe** pluridisciplinaire, **le service Entr'Actes a contribué de manière significative à l'évolution favorable de la plaie, à la sécurisation du suivi médical et au maintien du lien de soin avec une personne en situation de grande vulnérabilité, rencontrant des difficultés à mobiliser les dispositifs de droit commun**. Cette intervention illustre pleinement le **rôle d'Entr'Actes comme acteur de santé de première ligne**.

## 4. La permanence gynécologique

### ► Les chiffres 2025

- Nombre de **permanences réalisées** : **21**
- Nombre de **personnes différentes rencontrées auscultés**: **44**
- Nombre de **consultations réalisées** : **66**
- Nombre de **dépistages du cancer du sein** : **26**
- Nombre de **frottis réalisés** : **12**

La création d'une permanence gynécologique au sein d'Entr'Actes s'est imposée naturellement au regard du public accompagné. La **part importante de femmes**, ainsi que **les réalités spécifiques liées au travail du sexe**, rendent indispensable un **accès facilité à un suivi gynécologique adapté**.

Pour les publics – en particulier lorsqu'elles sont également consommatrices de substances psychoactives – les préoccupations de santé passent souvent au second plan. **Le suivi gynécologique** est d'autant plus négligé qu'il ne répond pas à une urgence immédiate, alors même qu'il **constitue un levier essentiel de prévention et de dépistage**. Ce **décalage entre les besoins réels et les priorités perçues** a conduit le service à structurer une offre dédiée.

Ainsi, depuis 2022, **Mme Hubert, sage-femme**, assure **deux permanences mensuelles** de deux heures chacune. Ce dispositif repose sur une **coordination étroite avec l'infirmière du service**, qui intervient en amont pour repérer les besoins, instaurer un premier échange autour de la santé et orienter les patientes vers des consultations programmées, réalisées en binôme.

#### Les motifs principaux de consultation :

- **Dépistage des cancers féminins** : un besoin primordial dans la prévention des pathologies graves ;
- **Contraception** : pose de stérilets, d'implants, prescription de pilules contraceptives, et conseils adaptés ;
- **Examens gynécologiques** : incluant frottis, diagnostics et autres suivis médicaux.

**La permanence gynécologique constitue un levier essentiel dans l'accompagnement en santé des publics.**

En proposant une **offre spécialisée, de proximité et facilement accessible**, elle permet d'**aller vers un public qui recourt peu aux dispositifs de droit commun**. À ce titre, elle participe pleinement à la **réduction des inégalités d'accès aux soins** et s'inscrit au cœur des **missions de santé publique** portées par le service.





## NOTE DE SITUATION

### Suivi et accompagnement d'une usagère vulnérable face à une grossesse non désirée

Soraya\* est connue du service depuis quelques années.

Nous l'accueillons uniquement dans l'**antenne mobile**, car elle n'est présente que le soir sur le territoire prostitutionnel.

Durant une maraude nocturne, Soraya nous interpelle concernant une éventuelle **grossesse**. Elle est **à la rue depuis quelques mois, consommatrice de crack**, et sa vulnérabilité est très importante.

Elle nous demande un test de grossesse. **Nous la réorientons vers la permanence infirmière** de notre local le lendemain matin.

Lors de ce rendez-vous, un test de grossesse est réalisé et s'avère positif. Une prise de sang viendra confirmer ce premier test. En poursuivant l'entretien, Soraya exprime son **souhait de ne pas garder l'enfant**, compte tenu de ses conditions de vie. L'infirmière lui explique alors que nous pouvons l'accompagner dans sa démarche.

Depuis quelques années, nous avons un **partenariat avec le Centre d'orthogénie d'Armentières**, où les prises en charge IVG sont rapides et réactives, condition indispensable pour notre public.

Soraya est rassurée. Un rendez-vous est pris rapidement afin de poursuivre les démarches.

**L'infirmière accompagnera Soraya tout au long de ce parcours de soin.**

## 5. Les activités complémentaires

	<b>ATELIER SOCIO-ESTHÉTIQUE</b>	<b>ATELIER FIBROSCAN</b>	<b>ATELIER OSTÉOPATHIE</b>
<b>Objectifs</b>	Proposer un temps de bien être physique et mental par l'esthétique	Diagnostiquer et dépister certaines pathologies du foie	Permettre l'accès aux soins ostéopathiques
<b>Partenaires</b>	<b>Un temps pour soi</b> Anne MARIACOURT	Le CSAPA Boris Vian Patrick DJOMBOUE	L'association OSTEOPARTAGE Elodie BLOSSEVILLE
<b>Nombre de permanences</b>	10	4	7
<b>Nombre de personnes différentes</b>	23	14	19
<b>Nombre de consultations ou séances</b>	53	14	24

\* Pour des raisons de confidentialité, le prénom a été modifié

## 6. Nos partenaires



### FOCUS

#### Accès aux soins : poursuite du partenariat avec la CPAM de Lille-Douai

Depuis juin 2022, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Lille-Douai assure une **permanence mensuelle dans les locaux d'Entr'Actes** afin de **soutenir l'accès aux droits des travailleur-euse-s du sexe**.

Ce rendez-vous régulier offre aux personnes, souvent en situation de grande précarité, la **possibilité de rencontrer un délégué social** lors d'un entretien individuel d'environ 30 minutes. Ces temps d'échange sont déterminants pour **lever les obstacles administratifs liés à l'ouverture ou au maintien des droits**, notamment pour l'**Aide Médicale d'État (AME)** et la **Protection Universelle Maladie (PUMA)**.

En 2025, **10 permanences** ont été organisées au sein de nos locaux, permettant à **35 travailleur-euse-s du sexe** de bénéficier d'un accompagnement personnalisé.

Le repérage des freins à l'accès aux soins et l'orientation vers la CPAM ont permis à une large majorité des personnes accompagnées d'engager des démarches aboutissant à l'accès à des soins, parfois indispensables à leur santé.

Ce partenariat constitue une réussite, portée par l'implication des délégués sociaux dont l'écoute attentive et l'accueil bienveillant favorisent un accompagnement adapté aux besoins de chacune.

# 04. L'ACCÈS AUX DROITS

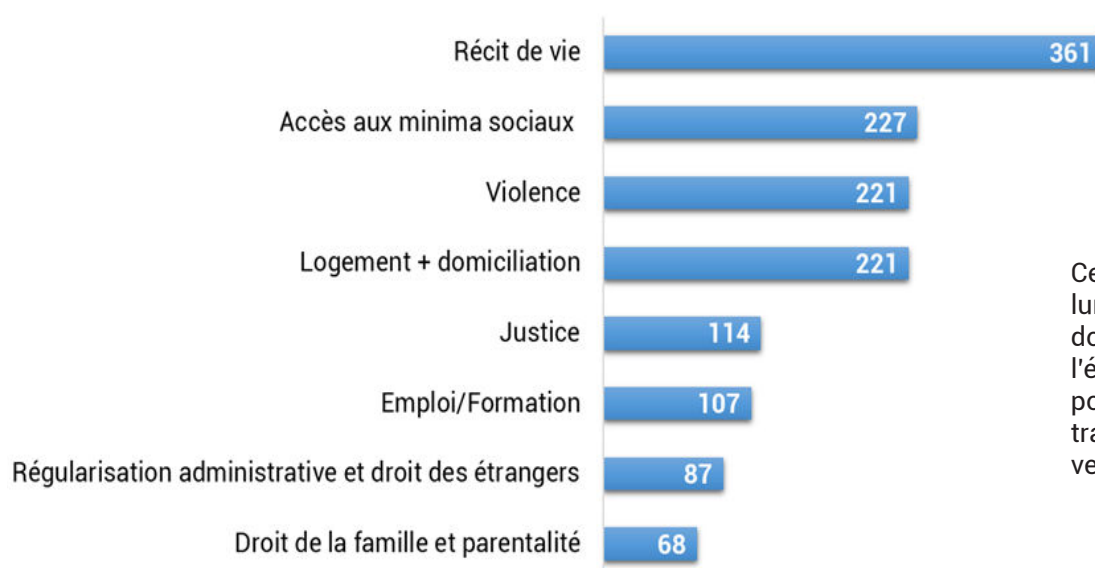
Le travail du sexe et l'accès aux droits demeurent deux domaines que l'on a du mal à associer, en raison de la forte stigmatisation qui entoure le premier. Cette marginalisation engendre de nombreux obstacles pour les travailleur·se·s du sexe, les reléguant souvent en dehors du cadre des droits fondamentaux et du droit commun. Pourtant, ces dernier·ère·s doivent pouvoir bénéficier des mêmes protections et accompagnements que tout citoyen ou citoyenne. Dans ce contexte, le service Entr'Actes joue un rôle essentiel en œuvrant pour l'accès effectif des travailleur·euse·s du sexe au droit commun, quelque soit leur sexe, leur âge, leur orientation sexuelle, leur origine ou leurs pratiques sexuelles.

## 1. Un cadre législatif

- L'accès à la couverture maladie.
- L'accès aux aides sociales : RSA<sup>1</sup>, APL<sup>2</sup>, CMU<sup>3</sup>, AAH<sup>4</sup>, retraite (ASPA<sup>5</sup>)
- L'accès à la justice.
- L'accès au logement et la lutte contre les problèmes de logement
- L'accès à la régularisation administrative.
- L'accès à l'emploi et à la formation.
- L'accompagnement des personnes victimes de violences.
- Etc.

## 2. Chiffres clés

### Nombre de démarches



Ce graphique met en lumière les principaux domaines dans lesquels l'équipe éducative intervient pour accompagner les travailleur·euse·s du sexe vers l'accès aux droits.

Nous avons introduit cette année l'item intitulé « **récit de vie** » dans notre analyse. Celui-ci fait référence au long et patient travail, de soutien et d'accompagnement mené par les éducateurs du service. Il précède inmanquablement les démarches transversales mises en œuvre avec l'usager, comme l'illustre la note ci-après.

1- Revenu de solidarité active

2- Aide personnalisée au logement

3- Couverture Maladie Universelle

4- Allocation aux Adultes Handicapés

5- Allocation de Solidarité aux Personnes Agées



## NOTE DE SITUATION

### La transversalité de l'accompagnement à l'accès aux droits

Émilie\* a 30 ans. Elle est connue d'Entr'Actes depuis ses 16 ans. Après quelques années sans nouvelles de sa part, elle nous sollicite de nouveau.

Suite à quelques entretiens au cours desquels elle reprend peu à peu confiance, elle livre progressivement son récit sur les violences conjugales qu'elle subit. Elle a déposé plainte contre son conjoint mais s'interroge sur sa démarche lorsque la justice exclut son conjoint du domicile.

Cette étape la fragilise et elle doit être soutenue, car c'est une nouvelle violence. En effet, simultanément, Emilie perd son logement et la garde de ses enfants.

L'équipe redouble son soutien et l'accompagne dans les démarches d'admission en foyer d'urgence. Parallèlement, des démarches juridiques sont entreprises par l'éducateur, tout en la réconfortant à chaque étape.

#### **L'accès aux minima sociaux :**

Les 227 démarches initiées concernent les accompagnements à l'obtention du RSA, de l'AAH, de la CMU, etc., et depuis plusieurs années les démarches d'obtention des droits à la retraite pour une partie de notre public pouvant prétendre au minimum vieillesse (ASPA).

#### **Les violences :**

Autre enjeu majeur de l'accompagnement des victimes par Entr'Actes, ces violences concernent la sphère privée : violences conjugales, intrafamiliales, etc., mais aussi la sphère publique : proxénétisme, agressions sexuelles de la part de clients, racket, etc. Nous comptabilisons 221 démarches effectuées en 2025.

#### **Logement et domiciliation :**

L'accès au logement demeure l'un des enjeux les plus prégnants. La domiciliation, étape indispensable à l'ouverture de nombreux droits, concentre une part significative des démarches. La grande précarité résidentielle du public rend cet accompagnement à la fois urgent et complexe, nécessitant une mobilisation constante des dispositifs partenariaux.

#### **Emploi et formation :**

Ces démarches concernent des personnes ayant franchi une première étape de stabilisation et envisageant une réorientation professionnelle. Elles constituent un levier essentiel dans les parcours de sortie de la prostitution, mais requièrent un accompagnement sur la durée, souvent semé d'interruptions.

#### **Justice :**

Cette thématique recouvre des réalités multiples : dépôts de plainte pour violences, proxénétisme ou agressions sexuelles, mais aussi suivi de procédures en cours. L'équipe joue ici un rôle d'interface essentiel auprès de personnes peu familières des institutions judiciaires et craignant de ne pas y être reconnues comme victimes.

#### **Régularisation administrative et droit des étrangers :**

Une part importante du public est composée de personnes étrangères pour lesquelles la régularisation conditionne l'accès à l'ensemble des autres droits. Ces démarches longues et incertaines s'inscrivent souvent en lien avec le parcours de sortie de la prostitution.

#### **Droit de la famille et parentalité :**

Il s'agit ici des situations parmi les plus douloureuses : séparations, gardes d'enfants contestées, placements à l'ASE. Pour ces personnes, les enjeux parentaux constituent souvent un point de bascule, nécessitant un accompagnement particulièrement attentif et bienveillant.

\* Le prénom a été modifié pour raison de confidentialité

## 3. Le parcours de sortie de prostitution

### Un cadre législatif

Institué par la **loi n°2016-444 du 13 avril 2016**, le **Parcours de Sortie de Prostitution (PSP)** vise à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel tout en offrant aux personnes concernées un accompagnement social et professionnel vers une alternative durable.

Ce dispositif repose sur deux axes principaux : d'une part, des **mesures répressives à l'égard des clients**, et d'autre part, des **dispositifs d'accompagnement** pour celles et ceux qui souhaitent sortir de la prostitution.

### Un dispositif d'accompagnement adapté

Le PSP s'adresse à **toute personne victime de prostitution, de proxénétisme ou de traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle**, et désireuse d'accéder à des alternatives viables. L'accompagnement repose sur plusieurs volets :

- **Une aide financière (AFIS)** : elle était de 343,20 € par mois jusqu'au 01/12/2025 puis est passée à 559,43 € par mois (contre 646,52 € pour le RSA), ce qui le destine en priorité aux personnes étrangères non éligibles au RSA.
- **Un titre de séjour provisoire de 6 mois**, renouvelable deux fois, ouvrant droit à l'exercice d'une activité professionnelle.
- **Un accompagnement social et professionnel**, assuré par une association agréée, en vue d'une insertion durable et de l'obtention d'un titre de séjour pérenne.

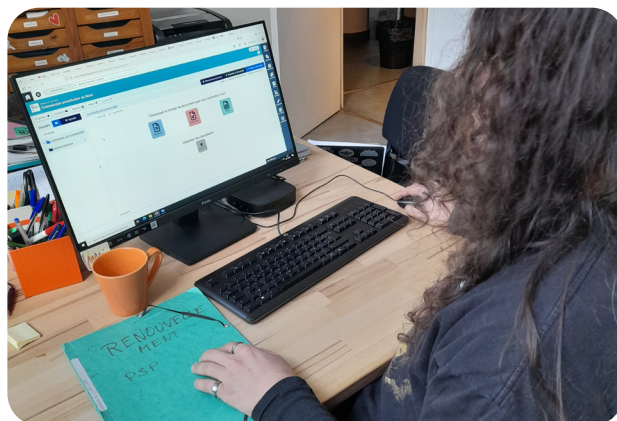
### Conditions d'éligibilité et procédure d'admission

Pour intégrer le Parcours de Sortie de Prostitution (PSP), les personnes doivent remplir les critères suivants :

- Être majeur-e.
- Être victime de prostitution, de proxénétisme ou de traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle.
- S'engager à cesser toute activité prostitutionnelle.
- Être accompagné-e par une association agréée pour l'élaboration et la mise en œuvre du parcours.

L'entrée dans le PSP suit plusieurs étapes :

- 1. Prise de contact** avec une association agréée pour évaluer la situation et la volonté de quitter la prostitution.
- 2. Constitution du dossier** avec l'aide de l'association, précisant l'engagement de la personne et les objectifs du parcours.
- 3. Examen en commission départementale**, qui se réunit deux fois par an et rend un avis sur la demande.
- 4. Décision préfectorale** : sur avis favorable de la commission, le Préfet valide l'entrée dans le parcours pour une durée initiale de six mois, renouvelable jusqu'à 24 mois.



## La mise en œuvre au sein d'Entr'Actes

Depuis 2017, l'association Itinéraires est habilitée par la Préfecture du Nord pour accompagner les bénéficiaires du PSP.

Cette mission implique :

- L'élaboration et le suivi des dossiers de demande.
- Un engagement formel des bénéficiaires à ne plus exercer la prostitution.
- Un suivi personnalisé en vue d'une insertion durable.

Les dossiers sont évalués deux fois par an par une commission départementale, dont l'avis est transmis au Préfet pour validation finale.

## Le bilan 2025

En 2025, l'association Itinéraires a déposé : • **4** dossiers de première demande • **4** dossiers de renouvellement

Il y a eu 2 refus sur 4 pour les premières demandes, pour motif administratif (asile en Espagne, situation familiale connue défavorablement des services sociaux).



## NOTE DE SITUATION

### Accompagnement d'une personne nigériane dans son parcours de sortie de la prostitution

En 2025, l'équipe d'Entr'Actes a accompagné **9 femmes d'origine nigériane** engagées dans un **Parcours de Sortie de la Prostitution (PSP)**.

Voici le parcours de l'une d'entre elles, qui illustre la **complexité des situations rencontrées par les personnes victimes de traite**, ainsi que **l'importance d'un accompagnement global et coordonné dans la durée**.

Grâce au soutien de l'association et au travail mené en lien étroit avec l'ensemble des partenaires du dispositif, **la personne a pu accéder à un emploi stable en contrat à durée indéterminée, obtenir un logement social et renforcer son autonomie**, après plusieurs années marquées par une grande précarité. Ces avancées ont constitué des étapes déterminantes dans son **processus de reconstruction et d'insertion sociale et professionnelle**.

Dans le cadre du renouvellement de son titre de séjour, pour une raison inconnue, les services préfectoraux lui ont délivré une **Obligation de Quitter le Territoire Français (OQTF)**. Cette décision incompréhensible, au regard de la validation de son parcours de sortie de la prostitution par les mêmes services, nous a interpellés.

Dans ce contexte, **l'association s'est mobilisée pour sensibiliser les autorités préfectorales à la réalité du parcours de sortie de la prostitution**, en apportant des éléments de compréhension sur les processus de reconstruction, souvent progressifs et non linéaires, des personnes concernées. **Ce travail de dialogue et de clarification, mené en lien avec nos partenaires juridiques, a permis une prise en compte fine et éclairée de la situation, dans un esprit de coopération institutionnelle.**

Cette intervention a contribué à préserver la continuité du parcours d'insertion de la personne, en sécurisant sa situation sociale, professionnelle et résidentielle, et en évitant toute rupture susceptible de fragiliser les acquis obtenus.

Cet accompagnement illustre l'importance d'un suivi global, bienveillant et concerté, associant acteurs associatifs et institutions, auprès des personnes engagées dans un PSP.

Au-delà des dimensions administratives, il s'agit de **soutenir durablement des trajectoires d'autonomie et d'inclusion**, dans le respect du cadre légal et des missions de chacun. Ces valeurs fondent l'action quotidienne de l'association et son partenariat avec les autorités publiques.

## FOCUS

### Notre partenariat avec la Banque Alimentaire au service des plus démunis

Dans le cadre de notre engagement solidaire et de notre mission de soutien aux personnes en situation de précarité, le service Entr'Actes a mis en place un partenariat avec la Banque alimentaire depuis quelques années. Ce partenariat vise à assurer la collecte et la redistribution de denrées alimentaires sèches, essentielles pour les bénéficiaires de notre structure.

Ainsi, une fois par mois, l'équipe éducative d'Entr'Actes se rend à l'entrepôt de la Banque Alimentaire, situé au Port fluvial de Lille, afin de récupérer les denrées mises à disposition.

Cette mission ne pourrait être accomplie sans le soutien des jeunes de Mistral Gagnant et du dispositif MAJ'YC d'itinéraires, qui participent activement à la collecte et au transport des denrées.

Cette coopération efficace permet d'assurer un acheminement rapide et organisé des denrées alimentaires, garantissant ainsi une distribution optimale aux bénéficiaires.

Une fois acheminées, ces denrées sont redistribuées sous forme de colis alimentaires aux travailleur·euse·s du sexe, souvent dans une situation de grande précarité économique.

Ce partenariat permet de :

- Lutter contre la précarité alimentaire en assurant une distribution régulière de denrées essentielles.
- Sensibiliser les jeunes de Mistral Gagnant et de MAJ'YC à l'entraide et à la solidarité.
- Renforcer les liens interassociatifs et favoriser une dynamique de coopération entre Entr'Actes, MAJ'YC et la Banque Alimentaire.
- Apporter un soutien concret aux travailleur·euse·s du sexe en situation de vulnérabilité.

En 2025, nous avons pu remettre **269 colis** auprès de **132 bénéficiaires**. Cela représente environ **3 220 kilos de denrées**.



# 05. ENTR'ACTES 2.0

Ces dernières années ont été marquées par une forte expansion du travail du sexe via Internet et les réseaux sociaux. Face à ces évolutions, les associations, dont Entr'Actes, ont été amenées à adapter leurs modalités d'intervention afin de préserver le lien avec leurs publics.

En 2025, Entr'Actes a ainsi renforcé sa présence en ligne, en développant ses actions sur le web et les réseaux sociaux. Cette stratégie vise à toucher un public élargi, qu'il soit usager de drogues ou non. Parallèlement, l'association a fait évoluer ses dispositifs d'accueil et d'accompagnement afin de mieux répondre à la diversité des situations et des besoins, en mettant en place des actions adaptées et ciblées.

## 1. L'activité sur Internet

### Objectifs

- **La transmission d'informations portant sur :**
  - La Réduction des Risques liés à l'usage de drogues et aux pratiques sexuelles
  - L'organisation du service Entr'Actes
- **Maintenir et renforcer le lien avec les personnes, plus particulièrement les mineur-e-s.**
- **Repérer et identifier de nouveaux profils.**
- **Aller à leur rencontre par le biais de visites à domicile, si possible, et/ou en les accueillant au local.**
- **Faciliter l'empowerment des personnes TDS.**

### Chiffres clés : l'importance des maraudes numériques



**2 952**

**messages envoyés**  
sur les différents sites



**355**

**réponses reçues : 12%**



**27**

**nouvelles personnes**  
accueillies au local



**72**

**colis RDR expédiés**

Au regard du nombre de messages envoyés, le nombre de réponses reçues peut paraître faible. Cependant, il est en adéquation avec celui observé par les associations oeuvrant dans le même domaine qu'Entr'Actes dans les autres grandes villes françaises.

Le pôle numérique d'Entr'Actes s'appuie sur une équipe composée d'une **animatrice de prévention sur les réseaux sociaux**, d'une **éducatrice spécialisée** et d'une **bénévole**. Celle-ci réalise, plusieurs fois par semaine, des **maraudes numériques sur différents sites d'annonces en ligne**.

Ces interventions virtuelles permettent d'aller à la rencontre des publics et de leur présenter les services médico-sociaux proposés par l'association. L'équipe y diffuse des informations sur les actions et dispositifs existants, tout en offrant la possibilité de solliciter des colis de réduction des risques liés à la sexualité et/ou à l'usage de drogues. Ces envois peuvent contenir du matériel adapté.

Lorsque le premier contact est établi en ligne, les personnes peuvent, si elles le souhaitent, être recontactées par téléphone afin de bénéficier d'un échange plus individualisé. Si un lien de confiance se construit, elles sont ensuite orientées vers le local d'accueil, où un accompagnement peut leur être proposé en fonction de leurs besoins.

Néanmoins, les publics rencontrés dans le cadre de ces maraudes se montrent souvent méfiants et peu enclins à répondre immédiatement. Cela implique, pour l'équipe, une **approche progressive, patiente et bienveillante**, indispensable à la création d'un climat de confiance.



## Projet Expo Photo : une initiative communautaire

Depuis 2024, Entr'Actes soutient une **action communautaire** appelée « **Le bar TDS<sup>1</sup>** » (cf le rapport d'activité 2024). Il s'agit d'un **espace convivial favorisant l'expression de la parole et de la solidarité entre TDS du Net**. Le bar TDS contribue à **lutter contre l'isolement** des TDS.

C'est dans le cadre d'une de ces rencontres qu'un projet communautaire a vu le jour entre pair-e-s : une **expo photo permettant de visibiliser les travailleur-se-s du net** afin de **déconstruire les préjugés et représentations** autour de cette activité. Elle fut inaugurée le 2 juin au **bar Les Sarrazins à Lille**. Cet évènement s'est inscrit **dans le cadre de la Journée internationale des travailleur-se-s du sexe**.

L'évènement a rencontré un **vif succès**. Des riverains du Vieux Lille, quartier traditionnel lillois de la prostitution de rue, mais aussi des proches ou des familles de TDS, des partenaires d'Entr'Actes et bien sûr de nombreux-se-s travailleur-se-s du sexe en personne, étaient présents.

Les retours ont été très positifs, tant sur la qualité artistique des photos que sur l'ambiance générale, décrite comme conviviale et bienveillante. Le livre d'or constitue une trace de l'évènement :

*« Au-delà des clichés convenus, un regard pertinent, intime et lucide sur un quotidien méconnu. Bravo à tous pour ce travail de qualité »*

*« Super expo qui casse le tabou et les fausses représentations. Merci ! »*

*« Félicitation pour l'expo, super intéressant et les photos sont très qualitatives. J'ai apprécié le bar ainsi que la convivialité, à refaire très vite. Merci beaucoup pour tout »*



<sup>1</sup> - Travailleur-se-s du sexe



## NOTE DE SITUATION

### Des maraudes numériques à l'accompagnement juridique

Dans le cadre des maraudes qu'Entr'Actes mène sur les réseaux sociaux et les sites dédiés aux travailleuses du sexe, une femme — que nous appellerons Monica\* afin de préserver son anonymat — a récemment pris contact avec notre équipe.

Le premier échange a été assuré par **Chloé, animatrice de prévention**. Comme c'est souvent le cas dans ce type de situation, Monica s'est d'abord montrée **prudente et hésitante** : établir un lien de confiance avec des interlocuteur·rice·s inconnu·e·s demeure délicat, en particulier dans un contexte marqué par la **stigmatisation** et la  **Crainte d'être jugée**.

Au fil de la discussion, Monica a expliqué qu'**un client l'avait filmée à son insu** à l'aide de lunettes équipées d'une caméra. Profondément choquée par cette atteinte à son intimité, **elle souhaitait savoir comment déposer plainte** et s'inquiétait de l'impact que la nature tarifée de la rencontre pourrait avoir sur l'accueil de sa démarche. Cette crainte fait écho aux retours fréquents de personnes accompagnées, qui **redoutent de ne pas être reconnues dans leur statut de victime du fait de leur activité**.

L'équipe l'a informée de ses droits et rassurée sur la **légitimité de sa démarche**, en l'encourageant à se présenter avant tout comme **victime d'une infraction**, la qualification pénale des faits étant indépendante du contexte dans lequel ils se sont produits. Nous lui avons également indiqué que nous restions disponibles pour l'accompagner physiquement ou la soutenir dans ses démarches si elle le souhaitait.

**Rassurée et soutenue, Monica s'est rendue à la gendarmerie afin de déposer plainte**. Le contact a été maintenu après son déplacement et, le lendemain, elle nous a adressé un message dont voici la teneur :

Merci ! 11:39

Rebonjour

Je sors de la gendarmerie.  
Je suis tombée sur un mec très bien qui m attendait pour la plainte. Il avait déjà vérifié les coordonnées que j avais donné.

Je suis restée sur un cadre privé. J ai donné les détails... il a pas du tout parlé de rdv tarifé. Il va etre entendu très rapidement et je serai informée de la suite  
Merci pour votre aide et conseils.

M

1

\* Le prénom a été modifié pour des raisons de confidentialité

## 2. Les réseaux sociaux

### Objectifs

De manière générale, le travail réalisé par le service Entr'Actes sur les réseaux sociaux permet de rencontrer physiquement les personnes au sein du local d'accueil fixe, ou sur leur lieu de vie suite à un premier contact numérique.

Les réseaux sociaux constituent un outil essentiel pour :

- Communiquer sur les événements et les actualités du service
- Relayer des informations de prévention et de réduction des risques avec des photos et des vidéos
- Maintenir et renforcer le lien avec les personnes surtout les mineures
- Repérer et identifier de nouveaux profils

### Chiffres 2025



**483** abonnés (+ 11% par rapport à 2024)



**1133** abonnés (+ 16% par rapport à 2024)



**258** abonnés (+ 12% par rapport à 2024)



**494** abonnés (+ 132% par rapport à 2024)



**52** publications réalisés (+ 4%)

L'augmentation la plus significative concerne TikTok (+132 %), résultat direct des efforts de remaniement stratégique du compte en 2024. Cette initiative visait :

- Une meilleure intégration des contenus avec l'algorithme de la plateforme.
- Une augmentation de la visibilité et de l'audience.

La forte croissance des abonnés prouve que ces efforts ont permis à TikTok de devenir une plateforme clé pour atteindre de nouveaux publics, diffuser des messages de prévention et accroître la notoriété du service.

Instagram et Facebook continuent, quant à eux, d'afficher une croissance régulière, tandis que Snapchat montre une progression plus modérée.



## NOTES DE SITUATION

### De l'isolement à l'engagement : un parcours d'appropriation des outils de réduction des risques

Jade\* prend contact avec notre équipe à la suite d'un message diffusé lors d'une maraude numérique. Elle indique avoir débuté une activité de prostitution récemment et exprime le **besoin d'obtenir des informations pour exercer dans des conditions plus sécurisées**. Elle évoque également un **fort sentiment d'isolement** ainsi qu'un **besoin d'échanges sans jugement**.

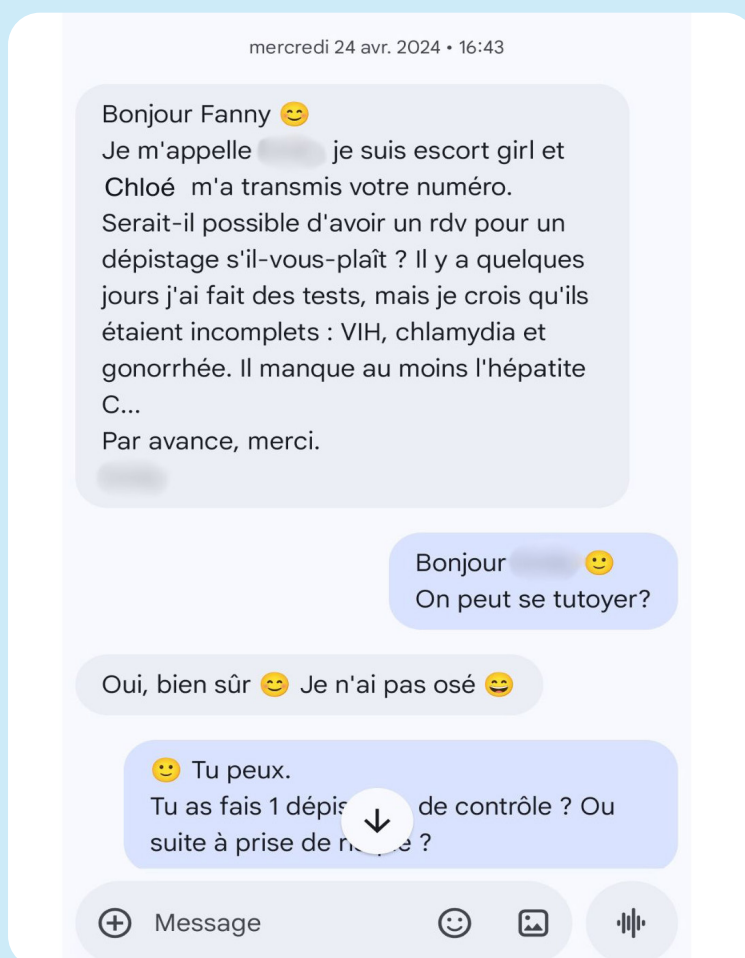
Nous lui proposons un **rendez-vous confidentiel au local d'Entr'Actes**. Cette première rencontre permet de lui **présenter les dispositifs de prévention et de réduction des risques** existants, notamment le **programme « Jasmine »** porté par **Médecins du Monde**, plateforme sécurisée permettant aux personnes en situation de prostitution de signaler des clients violents ou dangereux. Jade identifie rapidement cet outil comme un levier de sécurisation concret de sa pratique.

Le rendez-vous est également l'occasion de lui proposer de **participer aux « temps conviviaux entre TDS<sup>2</sup> du net »**, espaces collectifs favorisant les rencontres entre pairs. Ces temps d'échange contribuent à **rompre l'isolement**, à **mutualiser les stratégies de réduction des risques** et à **renforcer le pouvoir d'agir** des participantes.

Lors de sa venue, Jade bénéficie également d'un **bilan infirmier** au sein du service, ouvrant un espace de dialogue autour de sa santé globale.

Depuis cette première rencontre, Jade maintient un **lien régulier** avec l'équipe. Elle participe activement aux **temps collectifs**. Ces espaces lui ont permis de prendre conscience des risques encourus lors de ses débuts d'activité et d'adopter progressivement des **pratiques plus sécurisées**.

Au fil des mois, Jade a acquis un **rôle moteur au sein du groupe**. Son engagement dans les temps collectifs illustre **l'importance des espaces sécurisés entre pairs** dans la consolidation des stratégies de prévention et dans le renforcement du **soutien social**.



\* Le prénom a été modifié pour des raisons de confidentialité



## NOTE DE SITUATION

### Entre emprise passée et hésitations face à l'avenir : un accompagnement au rythme de la personne

**Chloé, 19 ans**, nous est **orientée par l'assistante sociale du CCAS<sup>1</sup> de Lille**. Dans un premier temps, elle n'ose pas prendre contact. Quelques jours plus tard, lors d'une **maraude numérique**, nous recevons un message de sa part et établissons le lien avec l'orientation transmise par le CCAS. Rassurée par cette prise de contact indirecte, elle accepte ensuite un **échange téléphonique**, puis un **rendez-vous au local**.

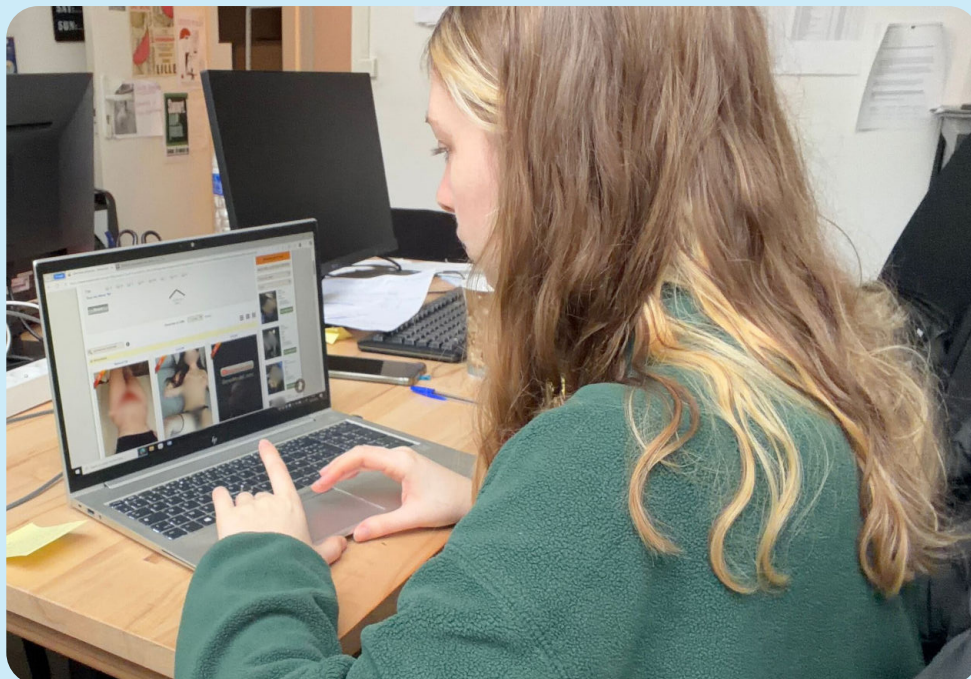
Lors de la première rencontre, Chloé partage son **parcours marqué par des violences graves** : mineure, elle a été **victime d'un réseau de prostitution et séquestrée**. À la suite de cette expérience traumatique, elle décrit un **sentiment d'emprise durable**. Bien qu'elle exerce aujourd'hui seule, elle exprime la **difficulté à interrompre cette activité**, évoquant un « **cercle vicieux** » et soulignant l'écart significatif entre les revenus générés par la prostitution et ceux d'un emploi dit « classique ».

Chloé formule néanmoins le **souhait de construire un autre projet de vie**. Elle **sollicite un accompagnement pour renouer avec la Mission Locale**. Plusieurs rendez-vous sont fixés, mais ne sont pas honorés. En parallèle, elle maintient de façon constante ses rendez-vous au local d'Entr'Actes, identifiant cet espace comme un **lieu sécurisant d'écoute et de parole**.

Au fil des échanges, Chloé reconnaît ne pas se sentir prête à s'engager dans un parcours d'insertion traditionnel. Elle exprime une **crainte face à une réorientation** vers une trajectoire qu'elle qualifie de « classique ». L'équipe respecte ce positionnement et **ajuste l'accompagnement à son rythme**.

À ce jour, l'intervention se concentre sur un **soutien psychosocial régulier**, un **espace d'écoute sans jugement**, et un **suivi infirmier** au sein du service.

Ce travail s'inscrit dans une **logique de réduction des risques et de stabilisation, préalable indispensable à toute démarche d'insertion plus structurante**. Chloé sait pouvoir solliciter l'équipe lorsqu'elle se sentira prête à engager d'autres démarches.



\* Le prénom a été modifié pour des raisons de confidentialité  
1- Centre communal d'action sociale



## NOTE DE SITUATION

### Accompagnement de Shaïna\*, 18 ans

#### Contexte de la prise de contact

Shaïna, âgée de 18 ans, a découvert notre association lors d'une hospitalisation. Après avoir **consulté nos contenus et vidéos sur les réseaux sociaux**, elle a surmonté ses réticences – liées à des expériences antérieures douloureuses avec des travailleurs sociaux – et **nous a contactés via Instagram**.

Une première **rencontre au local** a permis de lui présenter nos missions, nos espaces d'accueil, et d'engager un échange sur sa situation.

#### Parcours et enjeux

Shaïna a **débuté la prostitution à 15 ans**, encouragée par une amie. Son activité a commencé par la vente de sous-vêtements sur la plateforme Coco Tchat, avant d'évoluer vers des rapports physiques et intimes, principalement dans le cadre de **relations avec des «sugar daddies<sup>1</sup>»**.

Son parcours est marqué par un **accompagnement en mesure d'Aide Éducative en Milieu Ouvert (AEMO)**, qu'elle critique vivement : elle dénonce le jugement, l'incompréhension et les comportements coercitifs perçus de la part des acteurs de l'Aide Sociale à l'Enfance et du secteur hospitalier. Ces expériences l'ont progressivement conduite à **se refermer sur elle-même**, jusqu'à cesser de se confier.

Aujourd'hui, Shaïna exprime des regrets quant à l'absence d'information sur notre association durant sa minorité : « *Les choses auraient été plus faciles si j'avais pu parler librement (...) sans jugement* », confie-t-elle.

Elle **souhaite arrêter la prostitution**, mais **se sent prisonnière d'un engrenage**. Malgré sa scolarité maintenue (elle vit chez ses parents et fréquente toujours le lycée), elle se dit perdue face à ses choix d'avenir et **aspire à un accompagnement pour construire un projet différent**.

#### Actions mises en œuvre par Entr'actes

- **Visites à domicile** mensuelles à Valenciennes **pour soutenir son assiduité scolaire**.
- **Réduction des risques** et **entretiens motivationnels** lors de nos rencontres, axés sur son activité prostitutionnelle et ses consommations de produits. Ces échanges lui permettent de réaliser des **pauses de plus en plus longues**.
- **Soutien à son projet de formation** : Shaïna a récemment intégré une **formation**, ce qui a coïncidé avec l'arrêt de la prostitution. Elle évoque cependant la difficulté persistante de ne pas y revenir.

#### Perspectives

Shaïna reste **en lien régulier avec notre équipe**. Son entrée en formation marque une étape positive, mais son accompagnement doit se poursuivre pour consolider cette transition et l'aider à envisager sereinement son avenir.

\* Le prénom a été modifié pour des raisons de confidentialité

1- L'expression sugardaddy désigne un homme d'âge mûr, plutôt riche, qui entretient une jeune femme (ou un jeune homme). Il l'entretient, c'est-à-dire qu'il lui donne de l'argent, la soutient financièrement, lui achète des biens. Dans cette relation, il finit souvent par avoir une contrepartie de nature intime, voire sexuelle.

# 06. LA PROSTITUTION DES MINEUR·E·S

## 1. L'action «Entr'Actes en mode mineur» en 2025

Les axes de développement prioritaires de l'action fixés fin 2022 se sont poursuivis en 2025, à savoir :

- La **formation des professionnel·le·s** sur la thématique de la prostitution des mineur·e·s.
- Les sessions de **prévention de la prostitution** par le prisme de l'usage d'**Internet** et des **réseaux sociaux auprès des collégiens de 4<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup>**
- Les **groupes de paroles** menés auprès des **adolescent·e·s confié·e·s aux MECS**
- Les **maraudes numériques** sur les sites Internet et les réseaux sociaux.

Après une phase de lancement complexe en 2023 – marquée à la fois par des financements instables et par un intérêt institutionnel encore limité – les actions ont atteint leur pleine dynamique en 2024, avant de se consolider en 2025.

Les **formations à destination des professionnel·le·s** ainsi que les interventions de **prévention en milieu scolaire** rencontrent désormais une adhésion significative. Cette montée en puissance se reflète non seulement dans l'**augmentation du nombre d'interventions** réalisées (cf. chapitre suivant), mais également dans les **retours qualitatifs particulièrement positifs** transmis par nos partenaires.

Concernant les **maraudes numériques**, leur pertinence se mesure avant tout à la **qualité du lien instauré ou maintenu avec les jeunes concernés**. Elles constituent un **point d'entrée privilégié vers des publics parfois éloignés des dispositifs traditionnels**. Le renouvellement et le renforcement du soutien financier des pouvoirs publics témoignent de la reconnaissance de leur utilité.

Plus largement, l'enjeu du numérique ne saurait être réduit aux seules maraudes réalisées via ordinateur, tablette ou smartphone. Il convient d'**aborder le numérique à travers les pratiques et les usages – parfois à risque – des adolescents**. Cette approche **implique une présence de terrain**, au plus près de leurs espaces de socialisation : **collèges, établissements et services de protection de l'enfance (MECS<sup>1</sup>)**.

C'est dans cette logique que s'inscrit le **développement des animations en milieu scolaire** et des **groupes de parole au sein des MECS**. Ces actions visent à **favoriser une réflexion critique sur les usages numériques**, à **prévenir les conduites à risque** et à **renforcer les capacités des jeunes à se protéger**.

### Objectifs de l'action Entr'Actes en mode mineur

- **Limiter l'ancrage** des mineur·e·s et jeunes majeur·e·s dans la prostitution et les accompagner dans la **réalisation de projets de vie hors prostitution**.
- **Réduire les risques et les dommages** inhérents à l'activité prostitutionnelle et à l'usage de drogues, à son environnement, tant au niveau social que sanitaire.
- Contribuer à **créer, recréer ou maintenir les liens entre les mineur·e·s et les adultes référents** responsables.
- **Prévenir les conduites prostitutionnelles des adolescent·e·s** au collège ou confié·e·s aux MECS<sup>1</sup>, notamment en lien avec l'usage ou le mésusage des réseaux sociaux.
- **Former les professionnel·le·s** de la protection de l'enfance, de la santé, de l'éducation nationale, etc., prenant en charge des mineur·e·s se prostituant ou en risque prostitutionnel.
- Contribuer au **développement et à l'animation d'un réseau de partenaires ressources** dédié à l'accompagnement des mineurs victimes de prostitution (COTECH MINEURS sous l'égide de l'ASE<sup>2</sup>)

1 - Maisons d'enfants à caractère social

2- Aide Sociale à l'Enfance

## Comment ?

- **En allant au-devant des jeunes se prostituant** dans l'espace public ou au moyen d'Internet et des réseaux sociaux, de jour comme de nuit, afin de permettre la création, la restauration, le maintien d'un lien.
- **En prévenant**, par une présence sociale forte dans l'espace public ou sur Internet, **les situations mettant en danger** les adolescent·e·s.
- **En dispensant des messages et conseils de prévention et de réduction des risques** liés au VIH, aux hépatites et infections sexuellement transmissibles, à la consommation de drogues, aux pratiques sexuelles, aux grossesses non désirées, à la contraception.
- **En réalisant des groupes de parole ou des formations** en direction de collectifs de jeunes sur le thème de la vie affective et sexuelle (collèges de la métropole, MECS, Accueil de jour, etc.).
- **En favorisant les pratiques de décroisement** facilitant les actions partenariales indispensables à l'accompagnement de ce public.
- **En proposant aux partenaires institutionnels** (Aide sociale à l'enfance, MECS, Clubs de Prévention) **des formations** sur les questions prostitutionnelles et/ou une démarche d'analyse de pratiques ou de ressources, en lien avec les mineur·e·s qu'ils accompagnent.

## 2. Données chiffrées

### La file active en 2025



**109**

mineur·e·s et jeunes  
majeur·e·s rencontré·e·s

La file active totale des mineur·e·s et jeunes majeur·e·s rencontré·e·s ou pour lesquel·le·s une expertise d'Entr'Actes a été menée est de 109 personnes. Elle se décompose ainsi :

- **35** jeunes rencontré·e·s dont la minorité est avérée
- **34** jeunes majeur·e·s rencontré·e·s (moins de 21 ans)
- **19** jeunes rencontré·e·s dont l'âge reste à déterminer
- **21** mineures dont la situation a été étudiée en COTECH

**27**

mineur·e·s nouvellement rencontré·e·s pour 8 connu·e·s en 2024

Nous pouvons également souligner que **44** mineur·e·s dont la prostitution est avérée nous ont été **signalés par nos partenaires** de l'ASE, des MECS ou des **clubs de prévention spécialisée**.

### FOCUS

#### Les comités techniques sur la prostitution des mineurs

Animés par le Département du Nord et plus particulièrement par les **Pôles Enfance Famille Jeunesse (PEFJ) de la Métropole lilloise et de Roubaix-Tourcoing**, ces instances sont composées de **représentants d'associations expertes de l'accompagnement de mineurs en situation de prostitution**, dont Entr'Actes fait partie.

Elles ont pour objectif d'**apporter un éclairage et des pistes de travail aux professionnels de l'ASE (Aide Sociale à l'Enfance)** confrontés à la problématique prostitutionnelle. C'est ainsi que chaque mois, des référents sociaux de l'ASE viennent présenter au COTECH des situations de mineures, essentiellement complexes, pour lesquelles ils sont mandatés.

**Chiffres 2025** : **13** Cotech, se sont tenus, pour un total de **21** situations exposées.

## FOCUS

### Le SPOT et ENTR'ACTES : une coopération étroite au service des mineurs

« Pour beaucoup ce sont les mêmes ados. Le point commun est souvent la fugue, et avec elle, les conduites prostitutionnelles, les consommations de drogues, etc. » (Témoignage d'une éducatrice).

C'est sur la base de ce constat qu'est né en 2024 l'idée de complémentarité entre ces deux services d'Itinéraires. Le Spot recherche et accompagne des mineurs en fugue sous mesure ASE.

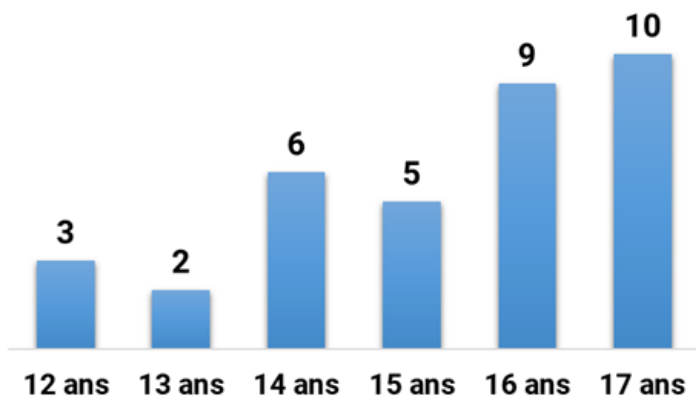
Ce fut dans un premier temps des **partages d'informations sur les mineurs connus de nos deux services**, quelques **maraudes communes**, et c'est aujourd'hui une **véritable démarche partagée** entre nos deux équipes : des **réunions interservices** se tiennent régulièrement, elles permettent de planifier le travail de rue, d'évaluer l'évolution des situations et d'ajuster les objectifs.

Depuis 2025, le Spot et Entr'Actes sont **tous deux présents lors des COTECH organisés par le Département**. Cette représentation conjointe **facilite la coordination et la réactivité des prises en charge** des mineurs en situation de prostitution. En outre, la collaboration entre nos services vient **élargir et enrichir les compétences de chacun** dans les domaines de la prostitution juvénile et de la RDR liée à la consommation de drogue.

#### Chiffres 2025 :

Les deux services ont partagé leurs informations concernant **18 mineures**, dont **10 d'entre elles ont pu faire l'objet d'un travail d'accompagnement conjoint**.

### L'âge des mineur-e-s



Bien qu'elle soit en baisse cette année, la classe d'âge la plus représentée reste celle des 17 ans.

**Les mineurs de 15 ans et moins représentent 16 personnes, soit près de la moitié de la file active.** Cette donnée n'est pas sans incidence sur la qualification juridique, puisque **la loi considère qu'avant cet âge un mineur ne peut consentir à des rapports sexuels avec un majeur sans que ce dernier ne commette un délit.** L'impact sur l'accompagnement mené par Entr'Actes doit prendre en compte cette réalité.

Amorcé en 2023, le **rajeunissement du public**, semble se confirmer pour la troisième année consécutive. Ainsi ce sont 3 mineures de 12 ans, 2 de 13 ans et 6 de 14 ans qui sont accompagnées cette année.

### Le genre



Les chiffres restent stables année après année, cependant **ils ne présument pas de la réalité du phénomène prostitutionnel chez les garçons.**

En effet, cette activité, **plus taboue chez les garçons** que chez les filles, est **peu visible dans l'espace public**, elle l'est également sur Internet.

## Les mesures d'assistance éducative

**22** mesures simples

**3** doubles mesures

**5** sans mesure

**5** diagnostics à affiner

En 2025, **25** mineur-e-s accompagné-e-s par Entr'Actes bénéficient d'une mesure d'assistance éducative (22 simples et 3 doubles).

La tendance à l'augmentation des doubles mesures constatée ces dernières années s'inverse. Ce signe nous inquiète dans la mesure où **la complexité des situations requière des dispositifs croisés et un étayage partenarial soutenu**. La création des COTECH n'est-elle pas l'illustration de ce nécessaire partenariat renforcé ?

Le nombre de jeunes sans mesure baisse reste stable (5 en 2025 contre 4 en 2024). Il traduit une **meilleure mobilisation des services de protection de l'enfance et une reconnaissance plus forte des situations de danger**.

Face à cela, durant l'année 2025, le service Entr'Actes a su :

- **Mobiliser et coordonner une pluralité d'acteurs** autour de situations complexes
- **Créer du lien entre des institutions aux logiques différentes** (justice, santé, social, etc.)
- **Ancrer son action éducative dans un maillage solide**, offrant aux mineurs des relais et espaces d'accroche variés
- **S'appuyer sur les partenariats pour adapter au plus près les interventions éducatives** : visites sur les lieux de vie, rencontres régulières avec les MECS, actions de terrain avec les équipes de notre association (Spot, Club, etc.).

Enfin notons que pour **5** mineurs, il n'a pas encore été possible de déterminer l'existence ou pas d'une mesure d'assistance éducative.

## La fugue



**22**

**mineur-e-s sur 35 ont fugué au moins une fois au cours de l'année**

Bien souvent, l'équipe d'Entr'Actes n'est informée d'une situation de fugue qu'au moment des premiers échanges avec un partenaire<sup>1</sup>. Lorsque l'accompagnement s'inscrit dans la durée, la transmission d'informations tend à s'estomper. À ce stade, ce sont fréquemment les jeunes eux-mêmes qui nous font part de leur situation.

**Ces fugues s'inscrivent généralement dans la répétition et la durée**. Elles s'accompagnent de **prises de risques importantes** : risques sanitaires liés à l'**activité prostitutionnelle** ou à la **consommation de substances psychoactives**, mais également conséquences inhérentes à l'errance, à la **rupture scolaire** et à l'**isolement**.

Ce constat renforce la **nécessité d'un partage d'informations** rigoureux et régulier **entre l'ensemble des partenaires** concernés, qu'ils soient ou non directement mandatés dans le cadre de la Protection de l'enfance. L'absence de circulation des données fragilise la continuité des parcours et limite les possibilités d'intervention coordonnée.

Dans ce contexte, **les espaces de première nécessité proposés par Entr'Actes — espace sanitaire, laverie, vestiaire, restauration** — dépassent largement la réponse aux besoins fondamentaux. Ils constituent :

- un **point d'ancrage** stable et accessible pour des jeunes en errance ou en fugue, un lieu de pause sans condition ni jugement ;
- un **support au maintien, voire à la reconstruction du lien éducatif**, indispensable pour réintroduire les notions de protection, d'accompagnement et de mise en sécurité ;
- un **cadre propice à l'échange** et à la prise de recul, facilitant, lorsque cela devient possible, un retour vers les dispositifs de Protection de l'enfance.

En 2025, **24** jeunes ont bénéficié de ces services à **111** reprises. Au-delà du volume, ces chiffres traduisent l'**utilité stratégique** de ce dispositif. Même espacés, ces passages permettent à l'équipe de maintenir un **repérage de jeunes** souvent invisibilisés, d'identifier d'éventuelles dégradations de leur état de santé et de saisir des opportunités pour **initier ou réengager un travail éducatif, voire mobiliser d'autres partenaires**.

<sup>1</sup>- Sur les 22 mineur-e-s ayant fugué, seuls 14 nous ont été officiellement déclaré-e-s en fugue.

L'accès à des actes simples — **se doucher, laver ses vêtements, se restaurer, se changer — revêt, pour ces jeunes, une portée bien plus large :**

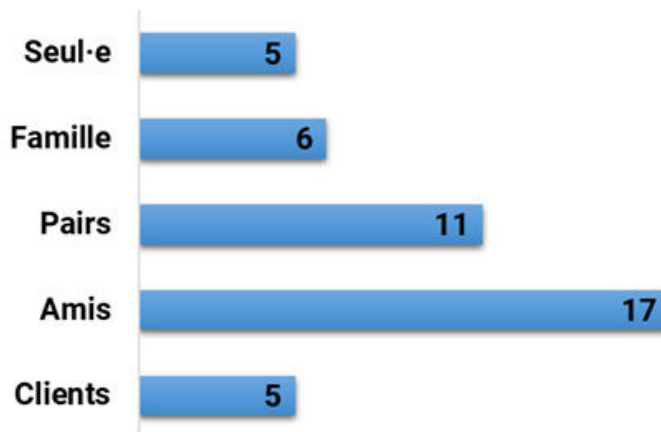
- un **temps de répit physique et psychique** dans un quotidien marqué par la survie ;
- une **possibilité de réappropriation du corps et de l'image de soi**, fréquemment altérées par les violences et l'exploitation ;
- une **reconnaissance inconditionnelle de leur dignité**.

Ces espaces permettent également un *travail discret mais structurant sur la temporalité* : en rendant le lieu accessible malgré les discontinuités de parcours, **l'équipe inscrit une permanence dans des trajectoires instables**.

Enfin, ces temps d'accueil offrent des **observations précieuses pour :**

- **apprécier l'état de santé global des jeunes ;**
- **mesurer l'intensité des ruptures ou l'évolution des situations de danger ;**
- **alimenter le travail partenarial**, en partageant des éléments contextualisés ou en réactivant des signalements lorsque la situation l'exige.

### ► Hébergé-e-s par qui ?



### ► Hébergé-e-s où ?

Le recours à un hébergement quel qu'il soit est **souvent corrélé à un lieu d'exploitation ou de prostitution** sans que l'on puisse l'affirmer avec certitude dans la totalité des cas.

Tantôt solution d'hébergement ou de repli, tantôt lieu de prostitution, les **hôtels**, locations de type **Airbnb et autres appartements**, ont souvent cette double fonction.

Quoiqu'il en soit il est utile de rappeler que ce type de location nécessite l'**implication d'un majeur** pour pouvoir y recourir (contrat de location, moyens de paiement, etc.). Il y a donc fort à parier que **l'usage et la destination qui en sont faits relèvent majoritairement de l'exploitation sexuelle des mineur-e-s**.

Les mineurs recourant à ce type d'hébergement n'étaient que **4 en 2021**, ils sont **désormais 27 !**

**L'usage des plateformes est très prisé par les proxénètes exploitant sexuellement les mineur-e-s**. En effet, leur facilité d'accès, le faible niveau de contrôle des hébergeurs et la complexité pour les forces de l'ordre de repérer et de déterminer l'usage détourné des logements par leurs utilisateurs, favorisent ce fléau de la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle.

## La consommation de produits psychoactifs



# 19

**jeunes consommateurs**  
(hors tabac)

**19 mineur-e-s sur les 35 rencontré.e.s** sont consommateurs de drogue (**55%**). Ils consomment un ou plusieurs produits en association, qu'il s'agisse de produits licites ou illicites (hors tabac). Il faut toutefois noter une **probable sous-déclaration des consommations**, notamment s'il s'agit de produits illicites apparentés à des drogues dites «dures» ou fortement stigmatisantes, car elles renvoient à l'image du toxicomane au physique marqué par la consommation.

Alcool	Cannabis	Cocaïne poudre	Cocaïne basée (crack)	Protoxyde d'azote	MDMA/ Ecstasy	Benzodiazépine	Héroïne	Kétamine
7	12	4	5	11	4	1	0	4

L'alcool et le cannabis, qui sont traditionnellement et de loin les **produits les plus consommés**, sont cette année rejoints par le **protoxyde d'azote**. Cette baisse des deux produits phares n'est à ce stade pas explicable.

Concernant le protoxyde d'azote (11 contre 15 en 2024), là encore, son usage est très répandu chez les jeunes, qui le consomment quotidiennement, à intervalles rapprochés et à fortes doses. **Les usagers de protoxyde s'exposent en plus à des complications sévères**, parfois irréversibles, à une dépendance, à des atteintes neurologiques et neuromusculaires se manifestant par des douleurs, des pertes de sensibilité et de force au niveau des membres, etc.

En 2025, et bien qu'en retrait par rapport à 2024 (4 contre 15), nous observons toujours chez les mineurs une consommation de **kétamine**. Ce produit anesthésique provoque une modification de la perception de la douleur, une dissociation mentale et une amnésie temporaire.

Nos observations de 2023/2024 se confirment : **les consommations de cocaïne poudre et de cocaïne basée semblent s'installer durablement chez les mineur-e-s**, confirmant ainsi la tendance générale observée pour les publics majeurs. Cette consommation est révélatrice d'une **entrée précoce dans l'univers des drogues addictives**. Ce phénomène constitue un **signal particulièrement préoccupant**. Une **réflexion est en cours avec les acteurs de l'addictologie et la Fédération Addiction (sous l'égide de l'ARS)**, portant sur l'usage de ce produit chez les consommateurs majeurs.

Face à ces constats, l'intervention des professionnel-le-s d'Entr'Actes s'inscrit dans une **logique d'accompagnement global**, qui dépasse la simple prévention des risques.

En 2025, **16 mineurs ont reçu au minimum un entretien portant sur les consommations de drogue**, qu'il s'agisse d'entretiens de sensibilisation, d'information sur les risques ou d'orientation vers des dispositifs spécialisés. Ces temps d'échange, souvent en individuel sur des temps diurnes ou nocturnes, ont permis de :

- **recréer un espace de dialogue sécurisant**, où la parole des jeunes peut se déposer sans jugement, condition indispensable pour aborder des consommations souvent dissimulées, en raison de la peur de la stigmatisation ;
- **nommer et visibiliser les risques** réels liés à ces pratiques, notamment les atteintes neurologiques liées au protoxyde d'azote ou les risques d'addiction lourde, avec le crack et la cocaïne ;
- **déconstruire les représentations autour de la consommation**, perçue à tort par certains jeunes comme un outil de «contrôle» de leur vécu ;
- **travailler sur les stratégies de réduction des risques**, même lorsque l'arrêt immédiat des consommations n'est pas envisageable pour le jeune.

L'équipe éducative se positionne ici comme un «filet de sécurité», en maintenant un lien constant avec des jeunes aux trajectoires fortement marquées par la rupture et la défiance envers les institutions. Ce travail de proximité, sur la durée, a permis progressivement une réflexion chez certains mineurs, et parfois de **les engager vers des parcours de soin ou de prise en charge plus spécialisée**.

Ce travail de fourni, au plus près des jeunes, a permis de :

- **prévenir les conduites à risques sanitaires et/ou social ;**
- **limiter les processus d'addiction.**

## Les dangers du protoxyde d'azote

La consommation de protoxyde d'azote expose les usagers à des **complications graves, parfois irréversibles**. Elle peut entraîner une **dépendance** ainsi que des **atteintes neurologiques et neuromusculaires**. Celles-ci se traduisent notamment par des douleurs, des troubles de la sensibilité, une diminution de la force musculaire au niveau des membres, des difficultés à la marche, voire des troubles sphinctériens tels que l'incontinence. Des **troubles psychiatriques**, des **atteintes cardiaques** et des **altérations de la fertilité** sont également décrits.

Ces risques sont renforcés lorsque le protoxyde d'azote est consommé en association avec d'autres substances psychoactives, notamment l'alcool, les poppers, le cannabis ou les psychostimulants (source : MILDECA - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives).

En 2025 : **sur les 11 mineures concernées** accompagnées par Entr'Actes, **seules 6 considèrent l'usage de protoxyde comme problématique pour leur santé**.

## La consommation de tabac

**13 mineures sur 35 en consomment**. A la question posée du produit le plus problématique pour elles, aucune ne cite le tabac !

## L'accès aux soins

En 2025, dans le prolongement des espaces de première nécessité, l'accès aux soins proposé par Entr'Actes s'est affirmé comme un **levier central pour maintenir un lien avec des jeunes en situation de grande précarité, d'errance et d'exposition aux violences**. La présence d'une infirmière et l'organisation de consultations dédiées ont permis d'instaurer un **cadre accessible, inconditionnel et bienveillant**, propice à l'expression de problématiques de santé souvent tues ou différées.

En 2025, **199 consultations** ont été réalisées (en présentiel, par téléphone ou directement sur le lieu de vie des mineurs). Ce volume traduit le travail d'accroche conduit conjointement par l'équipe éducative et l'infirmière auprès de jeunes fréquemment méfiant·e·s, voire en rupture avec toute forme de prise en charge, afin de les amener à investir un espace de soin.

Ces rencontres ont mis en lumière la pluralité et la complexité des situations vécues :

**62 entretiens de Réduction des Risques (RDR)** ont permis d'aborder les consommations de substances psychoactives et les pratiques à risque dans une approche individualisée et non stigmatisante. Pour certain·e·s, ces échanges ont constitué une première étape vers une prise de conscience des dangers encourus.

**19 dépistages** ont été effectués, révélant 5 infections sexuellement transmissibles (IST), notamment des cas de chlamydia et de gonocoque. Dans plusieurs situations, l'adhésion au traitement a nécessité un accompagnement dans la durée, parfois après plusieurs mois de relances.

**204 consultations liées à la grossesse et la contraception**, parfois en lien avec la sage-femme du service, témoignent d'une sollicitation importante sur ces questions. Cette fréquence renvoie souvent à des contextes d'exploitation sexuelle et souligne la pertinence de proposer un espace confidentiel où ces sujets peuvent être abordés librement.

**35 temps d'écoute en première intention** ont été assurés. Leur prolongement nécessiterait, dans de nombreux cas, un suivi psychologique structuré. Au regard des psychotraumatismes identifiés, l'absence de poste de psychologue au sein d'Entr'Actes constitue aujourd'hui une limite dans la continuité de la prise en charge.

**135 consultations «autres»** (questions liées à la transidentité, situations de violences, problématiques dentaires, gastro-entérologiques, ORL, etc.) complètent ce panorama et rappellent la fragilité globale de l'état de santé de ces jeunes. Elles confirment la nécessité d'une réponse capable d'embrasser l'ensemble des besoins exprimés ou repérés.

Au-delà de l'acte médical, ces consultations participent à **réintroduire la notion de « prendre soin »** dans des parcours souvent marqués par la maltraitance et l'exploitation. Elles constituent des espaces d'observation fine de l'état de santé physique et psychique, mais aussi des temps de reconnexion au corps et à ses besoins, dans une dynamique de reconstruction.

Le travail autour de la santé apparaît ainsi comme une **porte d'entrée déterminante vers un accompagnement plus global**. Il permet, lorsque cela s'avère nécessaire, de réactiver des signalements, de mobiliser des partenaires spécialisés ou d'ouvrir des perspectives de prise en charge plus pérennes.

### Le lieu de la première rencontre entre l'équipe éducative et les mineur-e-s

→ L'**ALLER VERS** (maraudes de rue à pied ou en antenne mobile) a été à l'origine d'une première rencontre avec **10 jeunes mineures**.

→ Le **local d'Entr'Actes** a permis une rencontre initiale avec **4 jeunes**.

→ Pour **6 mineures**, la première rencontre a été réalisée via **les réseaux sociaux et/ou les sites Internet**.

→ **15 mineures** ont été rencontrées au sein d'**établissements partenaires**.

### Les modes de prostitution connus (plusieurs modes possibles pour une même personne)

Rue	Internet	Réseaux sociaux	Hôtel / Airbnb
7	13	12	9

Observée depuis plusieurs années, la **prostitution en ligne s'installe durablement dans les parcours de jeunes accompagné-e-s et tend à se banaliser**.

**25 mineures déclarent recourir à Internet et aux réseaux sociaux dans le cadre de cette activité**. Ce chiffre demeure vraisemblablement **sous-estimé**, dans la mesure où il n'intègre pas les mineur-e-s dont l'activité est administrée par un tiers ou par un réseau d'exploitation, situation fréquente dans les parcours repérés.

Cette évolution témoigne d'une adaptation aux modes contemporains de mise en relation. L'environnement numérique, perçu comme plus discret, plus accessible et moins exposé que l'espace public, peut donner l'illusion d'un meilleur contrôle et d'un risque amoindri. Cette représentation contribue à rendre ces pratiques plus acceptables aux yeux de certain-e-s jeunes.

Dans ce contexte, l'**équipe éducative a structuré en 2025 un travail spécifique auprès des 35 mineur-e-s accompagné-e-s**, articulé autour de **plusieurs axes** :

- **Déconstruction des représentations liées à la prostitution numérique** : à travers des entretiens individuels et des temps collectifs, les professionnel-le-s ont questionné l'idée d'une activité « moins dangereuse » ou « maîtrisable », en intégrant des réflexions sur l'estime de soi, l'exposition de l'image et le consentement dans l'espace numérique.

- **Prévention des risques propres au numérique** : un travail ciblé a été mené sur les enjeux de diffusion non consentie d'images, les mécanismes de pression et de chantage, ainsi que les conséquences juridiques, sociales et psychologiques associées.

- **Renforcement du lien éducatif autour des besoins fondamentaux** : afin de maintenir ou de restaurer la relation, l'équipe s'est appuyée sur des espaces du quotidien – sanitaires, laverie, restauration – comme supports d'accroche neutres et non stigmatisants. Ces lieux ont permis d'observer des signaux de vulnérabilité, d'engager un dialogue progressif et d'aborder, lorsque cela était possible, les pratiques prostitutionnelles et les risques qui en découlent.

## La construction d'un projet de vie hors prostitution

Dans la continuité de l'accompagnement à la réduction des risques, la construction d'un projet de vie peut être envisagée (cela n'exclut pas des possibles retours en arrière ou une poursuite des conduites à risques évoquées précédemment).

Dans ce cadre, **33 mineures** différentes ont sollicité les éducateurs pour les aider à construire un projet de vie hors de la prostitution. (une mineure a pu effectuer plusieurs demandes).

TYPES DE DEMANDES	NOMBRE DE MINEUR-E-S
Inscription en Mission Locale	1
Aide à la rédaction de CV	6
Aide à la rédaction de lettre de motivation	6
Aide à la recherche d'une remise à niveau	5
Aide à la recherche d'une formation	14
Aide à la construction d'un projet d'hébergement	8
Conseil/orientation en lien avec un projet de vie	28

Le fait que **33 mineur-e-s** distinct-e-s aient sollicité Entr'Actes afin d'élaborer un projet de sortie de la prostitution constitue un indicateur significatif de la **qualité du travail de lien engagé par l'équipe**. Ces démarches ne vont pas de soi : elles émanent de **jeunes souvent confronté-e-s à des ruptures multiples** et à une **défiance marquée vis-à-vis des adultes comme des institutions**.

Ces demandes traduisent l'**émergence d'une projection vers un « après » possible** et une **prise de conscience progressive des risques et des limites liés à la prostitution**. La répétition de certaines sollicitations met en lumière la **complexité des trajectoires** : ambivalences, retours en arrière et hésitations font partie intégrante du processus, ce qui suppose un accompagnement inscrit dans la durée, capable d'accueillir ces mouvements sans rupture du lien.

L'analyse des démarches engagées montre que l'objectif de sortie de la prostitution a été décliné en **actions concrètes et individualisées** :

- **Insertion professionnelle et formation** : mobilisation de dispositifs de droit commun (1 jeune inscrite en Mission Locale), appui à la valorisation des parcours (6 accompagnements à la rédaction de CV et lettres de motivation), prise en compte des besoins de remise à niveau (5 jeunes) et orientation vers des formations qualifiantes (14 jeunes). Ces actions permettent d'ouvrir des perspectives professionnelles tangibles et de construire des alternatives crédibles à la prostitution.

- **Accès à un hébergement sécurisant** : en 2025, 8 mineur-e-s ont été accompagnées dans l'élaboration d'un projet d'hébergement inscrit dans le cadre de la Protection de l'enfance. L'équipe a assuré un rôle d'interface avec les référent-e-s sociaux, veillant à faire remonter les besoins, relancer les partenaires lorsque nécessaire et garantir que la solution proposée constitue un véritable levier de sécurisation du parcours, et non une réponse par défaut.

En 2025, l'accompagnement mené par Entr'Actes en matière d'aide à la sortie de prostitution a ainsi permis :

- un **repérage approfondi des besoins** au-delà de l'urgence immédiate ;
- un **soutien opérationnel aux démarches d'insertion et de formation** ;
- une **médiation active avec les services de Protection de l'enfance** afin de sécuriser les trajectoires ;
- un **accompagnement dans le temps long**, intégrant les rechutes et les ambivalences inhérentes à ces parcours.



### 3. Partenariats

Le projet « Entr'Actes en mode mineur » vise prioritairement à **prévenir l'ancrage des mineur-e-s et jeunes majeur-e-s dans la prostitution** et à **soutenir l'élaboration de projets de vie hors prostitution**. Dans cette perspective, **le partenariat constitue un levier central**.

Limitier l'installation durable dans les territoires prostitutionnels, qu'ils soient physiques ou numériques, suppose la **structuration d'un réseau capable de relayer et compléter l'action éducative menée** lors des maraudes de rue ou des interventions sur Internet et les réseaux sociaux. L'enjeu est d'éviter que ces espaces ne deviennent des points de fixation durables de l'exploitation sexuelle.

→ L'orientation vers les acteurs de la Protection de l'enfance représente à ce titre un axe prioritaire.

#### Les objectifs du partenariat

##### ► Renforcer la visibilité du dispositif auprès :

- des **acteurs et institutions de la Protection de l'enfance** ;
- des **professionnel-le-s de santé, de justice et du médico-social** susceptibles d'accompagner des mineur-e-s concerné-e-s par des situations prostitutionnelles ou des risques associés.

##### ► Présenter l'action Entr'Actes en mode mineur :

- **L'éthique de son action :**
  - Hors de tout cadre répressif.
  - Basée sur le respect de l'autre comme sujet.
  - Agissant hors de tout jugement moral.
  - Une action émancipatrice incluant la participation active des personnes.
  - Bienveillance.
- **Ses principes d'intervention :**
  - Anonymat.
  - Libre adhésion.
  - Absence de mandat nominatif.
  - Promotion des pratiques partenariales.
- **Ses modes d'intervention, son territoire :**
  - Aller vers les jeunes par un travail de rue régulier à pied ou en Antenne Mobile.
  - Sur le lieu de l'activité prostitutionnelle, qu'elle soit physique ou virtuelle (Internet et réseaux sociaux).
  - Une approche de Réduction des Risques liée à l'activité prostitutionnelle.
  - Un accueil inconditionnel des jeunes sans exigence d'arrêt de la prostitution.
- **La plus value de l'action :**
  - Réactivité et souplesse dans les prises en charge.
  - Une équipe pluridisciplinaire.
  - Une posture bienveillante.

##### ► Susciter et promouvoir les pratiques partenariales :

- Améliorer le repérage et la prise en charge des mineur-e-s concerné-e-s
- Recréer du lien entre ces jeunes et les acteurs de la Protection de l'enfance
- Structurer les échanges d'informations et les signalements lorsque nécessaire
- Contribuer à l'élaboration de réponses individualisées
- Soutenir les professionnel-le-s confronté-e-s à une problématique complexe
- Renforcer un réseau d'acteurs spécialisés dans l'accompagnement des jeunes.

# 07. FORMER ET SENSIBILISER

## 1. Formation « Prévenir et prendre en compte les conduites de prostitution chez les mineur.e.s »



Dans un contexte où la demande de formations est toujours aussi présente, l'année 2025 est marquée par le maintien de notre engagement à offrir des programmes de qualité. Grâce à notre expertise et au bouche-à-oreille favorable, nos formations ont su s'imposer comme un gage de professionnalisme et d'efficacité.

Afin de répondre aux attentes de notre public, nous maintenons notre formule actuelle, qui a su démontrer son succès et son efficacité au fil du temps. Les formations dites «longues», d'une durée de **3 à 4 jours**, constituent le cœur de notre engagement en matière de formation. Ce modèle, que nous avons soigneusement expérimenté et continuellement amélioré au fil du temps, a permis d'établir des bases solides pour un **apprentissage approfondi et durable**.

Nous avons su allier expertise, pratiques pédagogiques innovantes et réponses adaptées aux besoins des participant.e.s.

En 2025, ceux sont **8 cycles de formations** qui ont été réalisés :

- **4 cycles de 3 jours chacun, en partenariat avec l'IRTS<sup>1</sup> Hauts de France**, porteur Qualiopi, dont deux ont été commandité par des structures : l'**AEP<sup>2</sup> de Roubaix** et le **Conseil Départemental de l'Oise**. L'expertise et la notoriété d'Entr'actes en matière d'accompagnement des mineur.e.s ayant une activité prostitutionnelle, ainsi que la qualité des formations proposées, dépassent aujourd'hui le cadre de notre département. La rigueur et la pertinence de notre travail bénéficient en effet d'une reconnaissance nationale. À ce titre, des professionnel·le·s venu.e.s du Luxembourg, de Paris, de Rouen et du Finistère ont participé à nos formations.
- **3 cycles de 4 jours chacun en lien avec la DDFE<sup>3</sup> et l'ODPE<sup>4</sup>**. Cette formation au périmètre départemental bénéficie d'une réelle plus-value : celle de regrouper autour de la table des **professionnel·e·s de l'Education nationale**, des **services de Gendarmerie et de Police**, des **MNS<sup>5</sup>** et de l'**ASE<sup>6</sup>**. Le travail en réseau est de suite initié.
- **1 cycle de 2 jours pour le Planning Familial 59**, à Valenciennes.

De manière globale, nous avons réalisé **24 jours de formations** pour un total de **85 professionnel·le·s formé·e·s**.

Concernant les sessions figurant au catalogue de formation de l'IRTS et celles financées par la DDFE et l'OPDE, le **nombre de participants** a connu une augmentation significative, passant de 39 en 2024 à **58** en 2025, soit une **hausse de près de 49 %**.



1- Institut Régional du Travail Social  
2- Association d'Education et de Prévention  
3- Délégation départementale aux droits des femmes et à l'égalité  
4- Observatoire Départemental de la Protection de l'Enfance  
5- Maisons Nord Solidarité  
6- Aide Sociale à l'Enfance



**JUIN 2025** : en collaboration avec l'IRTS, nous avons obtenu l'attribution du marché OPCO Santé sur la prostitution des mineur.e.s.  
Des sessions de formation seront programmées en 2026.

### En bref : contenu de nos modules de formations

- Présentation du service Entr'Actes et du projet «Entr'Actes en mode mineur»
- Prostitution des mineur.e.s : repères théoriques pour comprendre et accompagner
- Réseaux sociaux et pratiques prostitutionnelles
- Psychotrauma : impacts et accompagnement
- Cadre juridique et spécificités mineur.e.s
- Postures professionnelles et réduction des risques
- Travail partenarial

## 2. Les sensibilisations et autres colloques

Des **formats plus courts** ne nécessitent pas de certification Qualiopi. Ils ont pour objectif de **faire connaître notre service et nos modalités d'accompagnement**, tout en **apportant les premières clés de compréhension et de repérage concernant la prostitution des mineur.e.s.**

Ces sensibilisations, adaptées aux attentes des commanditaires, se sont déroulées dans des structures variées telles que :

- l'IRTS<sup>1</sup> de Loos et d'Anzin,
- l'ENPPJ<sup>2</sup> de Roubaix,
- l'EESTS<sup>3</sup> de Lille,
- l'ACCP<sup>4</sup> de Châlons-en-Champagne,
- la Fédération Addiction,
- la Ville d'Anzin.

Nous avons su maintenir notre **partenariat pluridisciplinaire avec le SPS<sup>5</sup> de Roubaix et la Maison des Ados de Lille/ Roubaix.**

Il a donné lieu à **2 journées thématiques « Prostitution des mineur.e.s »**, réunissant **80 professionnel-le-s**, issu-e-s des différents services du Département et du milieu associatif.

Toujours avec la **Maison des ados de Lille**, nous avons participé à la **Journée internationale de la lutte contre les violences faites aux femmes** le 26 novembre 2025, en animant les introductions de ces demi-journées.

Enfin, nous avons participé à des **colloques et séminaires** avec :

- **La CRIP<sup>6</sup> du Nord** – Animation d'un atelier autour de l'exploitation sexuelle des mineur.e.s, le 4 février
- **Le réseau Paré** – « Coopérer pour mieux lutter contre l'exploitation sexuelle des mineur.e.s », le 17 juin
- **La Préfecture du Nord** – Plénière « Victime mineur.e de prostitution : enjeux et dispositifs existants dans le Nord », le 19 juin.
- **L'OPDE<sup>7</sup> du Pas-de-Calais** – « Face à l'exploitation sexuelle des mineur.e.s : comprendre, coordonner, agir », le 20 novembre.
- **L'ODPE du Nord** – Réseau exploitation sexuelle des mineur.e-s du Département du Nord, le 10 octobre.

1- Institut Régional du Travail Social

2- Ecole Nationale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse

3- Ecole Européenne Supérieure en Travail Social

4- Association des Cités en Champagne de Prévention

5- Service Prévention Santé

6- Cellule de recueil des informations préoccupantes

7- Observatoire Départemental de la Protection de l'Enfance

### 3. Les rencontres partenaires

Les rencontres avec les partenaires institutionnels et associatifs sont essentielles pour renforcer notre réseau et faire connaître nos actions, notamment dans le cadre du projet « Entr'actes en mode mineur ». Cette activité est indispensable dans la mesure où **nous constatons encore trop souvent une méconnaissance, totale ou partielle, de notre dispositif.**

En 2025, nous avons organisé **21 rencontres**, mobilisant **196** professionnel-le-s médico-socio-éducatifs. Ces échanges ont permis de consolider des collaborations avec :

- le Tribunal pour enfants de Lille
- le DITEP<sup>1</sup> Tourcoing (AFEJI<sup>2</sup>)
- l'ENPJJ<sup>3</sup> Roubaix
- le Département du Nord : PEFJ<sup>4</sup> de Valenciennes, MNS<sup>5</sup> de Roubaix, Croix, Tourcoing, Neuville, Douai-Waziers
- la Maison des Ados d'Henin Beaumont (Pas-de-Calais)
- l'Association Esperanto (Belgique),
- l'EPDSAE<sup>6</sup> Esquermes,
- les MECS<sup>7</sup> : le Relais d'Accompagnement Personnalisé (Les Apprentis d'Auteuil), la Ferme de Morbecque (association le Gap)
- les Clubs de prévention spécialisée : AAPI<sup>8</sup>, Horizon 9, Itinéraires
- le service MNA<sup>9</sup> de Temps de Vie
- l'AEMOR<sup>10</sup> La courte échelle (SPReNe<sup>11</sup>)
- le CISPD<sup>12</sup> de la Ville de Loos
- le CRESDA<sup>13</sup> (ASRL<sup>14</sup>)



### 4. Les animations de prévention en milieu scolaire

#### En milieu scolaire

Selon les conclusions du **rapport du groupe de travail sur la prostitution des mineurs, initié par Adrien TAQUET, secrétaire d'Etat à la protection de l'enfance en 2021**, il ressort que : « *Les établissements scolaires constituent [...] un lieu de repérage privilégié des situations de prostitution impliquant des mineurs [...] le phénomène prostitutionnel reste mal connu, cela doit être amélioré afin de gagner en efficacité dans le repérage pour les personnels en établissement [...]* ».

Depuis l'annonce de ces conclusions, le service Entr'Actes n'a cessé de se mobiliser sur des **actions de prévention autour de la prostitution dans les collèges sur le territoire de Lille, Roubaix et Tourcoing**. Fort de son expérience et souhaitant mobiliser l'ensemble des partenaires, les collèges ciblés sont ceux ayant dans leur effectif un **ALSES (Acteur de Liaison Sociale dans l'Environnement Scolaire)**. En effet, cet interlocuteur permet de faire le lien entre le dehors et le dedans, ce qui est essentiel lorsque l'on parle de prostitution des mineur-e-s, la prostitution pouvant conduire à du décrochage scolaire et/ou des fugues.

Ce projet à destination des **classes de 4<sup>e</sup> ou de 3<sup>e</sup>** s'est déployé dans **6 collèges** : les collèges Boris Vian (Lille), Nina Simone (Lille), Paul Verlaine (Lille), T.Monod (Roubaix), Rousset (Tourcoing), Makeba (Lille).

1- Dispositif d'institut thérapeutique éducatif et pédagogique

2- Association des Flandres pour l'éducation, la formation des jeunes et l'insertion sociale et professionnelle

3- Ecole Nationale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse

4- Pôle Enfance Famille Jeunesse

5- Maisons Nord Solidarité

6- Etablissement Départemental pour Soutenir, Accompagner, Eduquer

7- Maisons d'Enfants à Caractère Social

8- Association d'Animation de Prévention et d'Insertion

9- Mineurs Non Accompagnés

10- Action éducative en milieu ouvert renforcée

11- Société de Patronage de la Région du Nord

12- Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance

13- Centre Régional d'Education Spécialisée pour Déficients Auditifs

14- Association d'action sociale et médicosociale Lille

En 2025, nous avons rencontré **522 adolescent·e·s (31 classes)** contre 266 en 2024 (14 classes), soit une augmentation de 96 % du nombre de jeunes touché·e·s par nos interventions. Pour 2025, ils/elles étaient **263 filles, 232 garçons** et **27 adolescent·e·s ne souhaitant pas préciser leur genre**.

Parmi les objectifs de cette action, il y a celui du **repérage des adolescent·e·s rencontrant des problématiques de cyber harcèlement, exposé·e·s à des faits de violence et/ou à supposition de pratique prostitutionnel·le·s**. Pour cela, nous essayons de créer un lien de confiance avec le/la jeune et de se faire le relai de la situation auprès des interlocuteur·trice·s en interne.

Voici l'exemple d'une **jeune fille scolarisée en classe de 4<sup>e</sup> qui nous a contactés pour des faits de cyberharcèlement**. Grâce à notre écoute, à notre posture professionnelle et à notre conviction quant au travail en partenariat, nous avons pu orienter la jeune et sa mère vers l'ALSES du collège. Ci-contre figure un extrait des propos tenus par son harceleur (en rouge).

### En bref : nos ojectifs en animations scolaires

- **Comprendre ce qu'est l'exploitation sexuelle**
- **Décrypter le rôle des réseaux sociaux dans la banalisation de certaines violences**
- **Encourager l'esprit critique et le respect du consentement**

AUJOURD'HUI

Moi

Moi même je ne m'aime pas

X

T qu'une soumise

Moi

oui je sais

X

Ta ps vue comment j'ai bz facilement

Moi

Oui

X

J'me tapais 3 fille en mm temps que toi.

Moi

Je sais maintenant stp arrête je suis aps bien.

X

M'en blc

Jvais tfaire avoir bien mal

Ptite pute

Moi

Je t'en supplie arrête

X

Nn ntm

Slp

Wlh ton corps qui degoute la

### En MECS<sup>1</sup>

Le parcours de vie des jeunes hébergé·e·s en MECS est marqué par de **nombreuses ruptures, qui fragilisent leur santé, notamment leur santé sexuelle**, du fait d'un **déficit d'informations**. Le placement ou l'accompagnement par ces structures fait suite à un parcours de vie marqué par des carences affectives, relationnelles mais aussi par des faits de violence (qu'on en soit victime et/ou auteur à un moment donné). Leurs vulnérabilités peuvent les conduire à prendre des **risques, notamment sexuels**, et être la **cible de proxénètes**. C'est pour cela, qu'il nous semble **essentiel de réaliser des actions de prévention**.

En 2025, nous sommes intervenu·e·s :

→ **En métropole lilloise :**

- Sherel (ALEFPA) - 2 interventions
- Starter - 2 interventions / Roland - 1 intervention / Concert - 1 rencontre de l'équipe (la Sauvegarde du Nord)

→ **À L'interne :**

• MAJ'YC (Itinéraires) - Action d'aide à la construction d'un projet professionnel pour les 16/21 ans - 1 intervention

→ **À Douai :**

- MECS Philippe Muller (Le Gap) - 2 interventions

→ **Hors du département :**

- ACCP (association des cités en Champagne de Prévention) - 1 intervention

Au total nous avons réalisé **9 séances** de prévention d'une durée **d'1h30** chacune. Nous avons rencontré **53 jeunes**, dont **41 filles**. Nous avons également rencontré l'équipe éducative du foyer Concert Lille.

1- Maisons d'Enfants à Caractère Social

2- Association Laïque pour l'Education, la Formation, la Prévention et l'Autonomie

# 08. AMÉLIORATION CONTINUE DE LA QUALITÉ ET GESTION DES RISQUES

En 2025, le service Entr'Actes a poursuivi son engagement dans la dynamique qualité et l'amélioration continue.

L'équipe s'est réunie lors de six séances avec l'assistante qualité de l'association afin d'approfondir le **référentiel HAS (Haute Autorité de Santé)**.

Ces temps de travail ont permis d'aborder plusieurs thématiques :

- **Les droits des usagers**, avec la réappropriation de la charte des droits par l'équipe et la mise à jour du livret d'accueil.
- **La communication sur la protection des données personnelles**, notamment à travers la réalisation d'un affichage clair sur leur traitement et leur usage.
- **La santé et la sécurisation du circuit du médicament**, avec la formalisation des pratiques.
- **La gestion des risques**, incluant la révision de la procédure de recueil et de traitement des événements indésirables, dans une logique de retour d'expérience et d'amélioration continue.
- **La prévention et la gestion des situations de maltraitance**, avec la réalisation d'une cartographie des risques.

Chaque séance a favorisé une **réflexion collective** sur les pratiques professionnelles et ont contribué à valoriser le travail de l'équipe en mettant en lumière le travail réalisé au quotidien.

Dans le cadre de l'axe associatif visant à **renforcer les collaborations inter-services**, Entr'Actes a poursuivi la dynamique engagée en 2024. Le service a ainsi mis en place une formation de cinq demi-journées à destination des professionnels des autres services de l'association.

Les objectifs de la formation portaient sur :

- la compréhension des conduites prostitutionnelles des mineur·e·s,
- la prévention et la réduction des risques en santé sexuelle,
- l'usage des réseaux sociaux et des sites d'annonces,
- le repérage des signaux d'alerte,
- le développement d'une culture professionnelle commune.

**Animée par un binôme sexologue et éducateur spécialisé**, cette formation a combiné **apports théoriques et retours d'expérience**, contribuant à renforcer la coopération entre services, à fluidifier les échanges.

Enfin, la fin d'année a été marquée par une **réorganisation liée à une réduction temporaire des effectifs**. L'équipe a adapté son fonctionnement afin de garantir la continuité du service. **Les usagers ont été associés à cette démarche via un sondage**, permettant d'ajuster l'offre d'accompagnement au plus près de leurs besoins.

# Conclusion/perspectives

L'année 2025 marque un niveau d'activité inédit pour Entr'Actes. Avec **7 652 contacts réalisés et 640 personnes différentes rencontrées, dont 109 mineur·e·s ET jeunes majeur·e·s**, ce rapport témoigne de l'intensité de l'engagement des professionnel·le·s du service et de la **place essentielle qu'occupe aujourd'hui Entr'Actes dans la prévention et la RDR au bénéfice des personnes TDS et victimes d'exploitation sexuelle.**

Cette activité soutenue s'est déployée dans un **contexte institutionnel et financier contraint**. Le dernier trimestre a notamment été marqué par le non-remplacement temporaire d'une éducatrice en congé maternité ainsi que par l'absence momentanée de la chargée de mission, non remplacée également. À cela s'ajoute l'absence de médecin depuis 2024, liée aux difficultés persistantes de recrutement malgré les démarches engagées, ainsi que l'absence, à ce jour, de financement dédié à un poste de psychologue pour les mineur·e·s confronté·e·s aux conséquences psychotraumatiques de l'exploitation sexuelle, malgré les demandes formulées en ce sens.

Au-delà des difficultés de recrutement, l'année 2025 a également permis de rendre plus lisible **l'écart existant entre les financements actuellement alloués au service et les moyens humains nécessaires pour soutenir durablement un niveau d'activité devenu indispensable sur le territoire**. Dans ce contexte, certaines décisions de non-remplacement temporaire ont été prises afin de contenir les charges du service dans l'attente de financements complémentaires permettant de sécuriser et stabiliser l'équipe.

Face à l'augmentation des besoins et des demandes en matériels de réduction des risques, **Entr'Actes a interpellé l'ARS afin d'obtenir un financement complémentaire**, les moyens alloués jusqu'alors ne permettant plus de répondre pleinement aux besoins constatés.

Dans l'attente d'une réponse, certaines distributions ont dû être temporairement restreintes afin de maintenir les dépenses dans l'enveloppe budgétaire disponible. Cette situation a pu avoir des conséquences défavorables pour une partie des usagers.

La réponse favorable désormais obtenue permettra de remédier à cette situation dès 2026.

Tout au long de l'année, des échanges réguliers ont été menés avec les différents financeurs, afin de partager les constats issus du terrain et de soutenir les besoins structurels du service. **Nous tenons à remercier l'ensemble des partenaires et financeurs qui soutiennent aujourd'hui l'action d'Entr'Actes** et rendent possible ces accompagnements essentiels pour les publics. Parallèlement, **la recherche de financements pérennes reste mobilisée**, avec l'objectif de garantir la continuité et la qualité des accompagnements proposés.

Malgré ces contraintes, l'équipe est restée pleinement engagée auprès des personnes accompagnées, maintenant une présence de terrain, des actions de prévention et des espaces d'écoute devenus essentiels pour des publics particulièrement vulnérables.

C'est dans ce contexte mêlant fortes sollicitations, besoins croissants et fragilités structurelles que s'ouvre l'année 2026.

Quatre axes guideront l'action d'Entr'Actes :

- **Consolider les ressources humaines et financières.** Le rétablissement des postes suspendus demeure indispensable pour maintenir le niveau d'activité atteint en 2025 et garantir la continuité des accompagnements.
- **Créer une offre psychologique adaptée.** Obtenir le financement d'un poste de psychologue spécialisé dans l'accompagnement des mineur·e·s constitue une priorité afin de répondre aux besoins psychotraumatiques repérés sur le terrain.

- **Amplifier les actions « Entr'Actes en mode mineur ».** Face au rajeunissement du public et à la banalisation de la prostitution en ligne, les interventions en milieu scolaire suscitent une adhésion croissante à laquelle le service ne peut aujourd'hui répondre pleinement. C'est précisément l'ancrage de terrain d'Entr'Actes auprès des jeunes concerné·e·s par l'exploitation sexuelle qui fonde la pertinence et la légitimité de ces actions de prévention.
- **Adapter les réponses aux évolutions des publics accompagnés.** La progression des consommations de cocaïne basée appelle un renforcement des articulations avec les acteurs de l'addictologie ainsi qu'un plaidoyer renouvelé en faveur de l'ouverture d'espaces de consommation à moindres risques.

Dans un contexte où les besoins ne cessent de croître et de se complexifier, le maintien d'une réponse spécialisée, accessible et inscrite dans la durée constitue un enjeu majeur de santé publique, de protection de l'enfance et de lutte contre les violences faites aux personnes les plus vulnérables.

**Vincent DUBAELE,**  
**Directeur du service Entr'Actes**

**et**

**Sabrina CASIER**  
**Directrice Générale d'Itinéraires**

Acteur lillois de lien et  
d'innovation sociale



## Prévention du décrochage scolaire et social

Proposer une solution  
à chaque jeune en  
situation de décrochage

## Insertion professionnelle

Favoriser les conditions  
d'une insertion  
professionnelle durable

## Présence dans les quartiers

Tisser du lien social  
avec les jeunes et leur  
famille dans leur quartier

## Réduction des risques

Accompagner les  
travailleurs·se·s du sexe  
et les usager·ère·s de  
drogues

## Prévention de la radicalisation

Soutenir et accompagner  
les familles et les jeunes

---

### Contact Entr'Actes

10 rue du Metz, 59000 LILLE

Tél : 03 20 55 64 66

Port : 07 61 51 99 86 - [entractes@itineraires.asso.fr](mailto:entractes@itineraires.asso.fr)

---

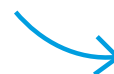
### Siège d'Itinéraires :

8 rue du Bas Jardin, 59000 Lille

Tél : 03 20 52 11 00

[contact@itineraires.asso.fr](mailto:contact@itineraires.asso.fr)

[www.itineraires.asso.fr](http://www.itineraires.asso.fr)



Imprimé à Lille par Quatras Reprographie, sur papier 100% recyclé